



La Coopération des idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

SOMMAIRE

- G. DEHERME. *Préambule.*
MAURICE VERNES. *Où en est la Science des religions ?*
ANTOINE BAUMANN. *La Liberté spirituelle.*
A. VAILLANT. *Sur l'Apprentissage.*
PAR TOUS. *Revue des opinions, des faits et des idées.*
REMY ANSELIN *La Quinzaine politique.*
JEAN THOGORMA. *La Vie à Landerneau-des-Lettres.*

Les Livres qui font penser : ANTOINE BAUMANN, G. DEHERME, ÉLOI PÉPIN.

Le Numéro : 0 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

6, Boulevard de la Madeleine, 6

PARIS

La Coopération des Idées

Directeur : G. DEHERME

Prix du Numéro : 0 fr. 50

ABONNEMENT ANNUEL : { 6 francs pour la France,
10 francs pour l'Étranger.

· Collections de la précédente série
(années 1908, 1909, 1910 et 1911) : 5 francs par année.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

PARIS :- 6, Boulevard de la Madeleine, 6 :- PARIS

On reçoit :

Pour tout ce qui concerne L'ADMINISTRATION, *tous les jours*, sauf les dimanches et jours fériés, de 8 heures du matin à midi et de 2 à 6 heures du soir ;

Pour LA RÉDACTION, tous les *mercredis*, de 4 à 6 heures du soir ;

Enfin, en réunions amicales, sans invitation spéciale, *tous les dimanches*, de 3 à 6 heures. Les lecteurs, collaborateurs et amis de la *Coopération des Idées* seront toujours les bienvenus.

Aucun article publié n'est payé.

Les manuscrits non publiés sont à la disposition de leurs auteurs.

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur abonnement est terminé sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement pour éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de refuser au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

SIXIÈME SÉRIE — N° 1

17^e Année — 1^{er} Janvier 1912



PRÉAMBULE

Pour étendre notre action, nous avons transformé, agrandi *la Coopération des Idées*. Ainsi, nous pourrions élargir nos matières, varier notre rédaction, faire place aux sciences, à l'histoire, à la littérature, à la politique du jour... Mais de toutes manières, on l'entend bien, nous ne ferons qu'affirmer plus complètement notre esprit positif. Avec plus d'impulsion, c'est la même œuvre d'éducation sociale que nous continuons.

Et c'est socialiser : en science et en philosophie, les connaissances ; en politique, les forces collectives ; en art, les sentiments ; en morale, la conduite...

Ce n'est donc pas prêcher, mais fortifier, éclairer. Il faut être fort, car la force seule peut servir. Il faut voir clair, car les plus belles énergies individuelles, maintenues dans le trouble, se contrecarrent et s'annihilent.

Enfin, ce n'est pas dissenter, mais régler, conseiller, consacrer et diriger. S'il importe de savoir, c'est seulement pour prévoir afin de pourvoir.

Pas de société sans gouvernement ! Nous voulons qu'une autorité temporelle se rétablisse avec tous ses moyens et tous ses devoirs ; mais bien plus encore qu'aux activités, et d'abord, il faut une direction aux pensées et aux sentiments. Une civilisation ne se crée et ne subsiste que dans un État constitué et par une religion organisée.

Le parlementarisme politique et l'individualisme économique ont détruit les digues séculaires qui retenaient le torrent dévastateur des instincts égoïstes. Si quelques liens moraux ont résisté, nous ne le devons qu'au catholicisme. Nous le reconnaissons, mais en constatant aussi qu'un retour général et définitif aux croyances théologiques est impossible. D'ailleurs, les catholiques intelligents tiendront compte de cet autre fait : l'Église n'a pu prévoir ni arrêter le funeste épanouissement des divagations métaphysiques et des négations révolutionnaires.

En dehors du catholicisme, — non contre lui, et même avec lui, dans la mesure où il reste profondément humain, — il y a donc tout un chaos à ordonner. Si nous devons maintenir la puissance spirituelle théologiste qui seule a su résister à la dissolution générale, nous avons aussi à susciter la puissance spirituelle positive qui la complétera, et d'abord

pour la défendre contre d'indignes attaques. C'est la tâche la plus pressante des vrais positivistes, — la nôtre.

Au grand jour, nous instituons donc une direction sociale positive.

Les sceptiques de toutes plumes estimeront sans doute que cela a bien moins d'importance que les gestes de tels cabotins et les toilettes de telles belles madames. S'ils daignent y prêter attention, ce sera pour badiner et railler. Laissons-les bouffonner. C'est leur rôle. L'éducation sociale est une fonction sacerdotale. Et il n'y a pas d'autre motif avouable de publier ses écrits que de remplir congrûment cette fonction. L'écrivain qui n'est pas un éducateur ne peut être qu'un histrion et un prostitué.

Hormis notre ardente volonté de servir, rien ne nous désigne particulièrement pour assumer cette charge. Mais cela étant sans profit et sans gloire, la plupart de nos trop nombreux « chers maîtres » ont mieux à faire. D'autre part, l'anarchie s'aggravant et mettant la civilisation française en péril, il y a vraiment urgence à pourvoir, au moins par intérim, à cette fonction indispensable d'éducation sociale.

Certes, il y faut quelque compétence, l'indépendance et l'autorité. Pour la compétence, notre positivisme, qui est d'abord toute la sociologie, la garantit. Pour l'indépendance et l'autorité, voici comment nous les obtiendrons.

Aucun article publié dans *la Coopération des Idées* n'est payé. Il faut que nos lecteurs de hasard le sachent : Nous ne faisons point commerce de divertissements plus ou moins élégants, nous ne tenons pas boutique d'idées, d'émotions ou de mots.

Ce n'est pas sans modifier, pensons-nous, la situation morale des rédacteurs. On pourra moquer leur naïveté, on ne pourra les casser aux gages ni les siffler comme des baladins de lettres. Ils négligeront d'ailleurs ce qui appelle et retient les abonnés pour se préoccuper simplement de ce qu'il importe d'enseigner. Ils ne servent pas ici la foule qui acclame et exige qu'on la flatte ou l'amuse pour son argent, mais la société française menacée de périr.

Si l'on pèse les conséquences, il n'y a pas de crimes pires que la concussion dans le temporel et la simonie dans le spirituel. Cette corruption pénétrée jusqu'au cœur de la société, elle fait les peuples sans loi et sans foi en leur inspirant le mépris et la haine de toute supériorité d'état. Elle rend le gouvernement impossible.

Sociales dans leur source comme la propriété, l'autorité et la pensée doivent être sociales dans leur destination. Mais si l'appropriation individuelle paraît le meilleur mode de gestion de la richesse, si la direction unique, continue et respon-

sable réalise le plus efficace commandement, la pensée ne saurait s'exprimer sincèrement et se faire bien entendre qu'étant indépendante et donc désintéressée. Toute vénalité la trouble, l'asservit et l'avilit. Comment pourrait-elle conseiller, consacrer et régler les puissances temporelles si elle y participe ou si elle en sollicite les bénéfices ?

Parce que nous nous proposons d'instaurer une direction spirituelle, nous ne publierons ici que ce qui manifeste une pensée claire, libre et noble tout en étant substantielle, disciplinée et fraternelle, ce qui ne saurait se payer.

Ceux qui ont vraiment quelque chose à dire sauront bien nous trouver. Nous ne leur demanderons que de le bien dire. Car si le fond est essentiel, la forme n'est pas négligeable. C'est la bonne tenue et parfois l'honnêteté de l'esprit. Il ne suffit pas de penser, il ne suffit pas encore de propager sa pensée, il faut faire aimer l'idée régénératrice.

Sans doute, nos rédacteurs ne seront pas tous des positivistes complets ; mais ils le seront par quelque côté, en ce que nous publierons d'eux, à tout le moins par leur dévouement social. Sous toutes les formes qu'elle peut prendre, nous dénoncerons donc la tyrannie jacobine aussi incohérente en théorie qu'intolérante en pratique. Nous ne publierons néanmoins que ce qui peut contribuer à ranimer les sentiments sociaux. Coopération des idées, oui ; mais pour un concert, une conver-

gence, un concours, non pour la cacophonie et le tumulte...

..

Nous choisirons nos lecteurs comme nos rédacteurs. Se proposant de rallier les bons ouvriers d'une reconstitution sociale, notre revue ne s'adressera qu'à une active élite de cœur et d'esprit. Ceux-là seuls sont de l'élite qui en acceptent les lourds devoirs. Ce sera toujours la disposition à se dévouer qui mesurera la grandeur humaine.

Mais, nous l'espérons fermement, notre action s'étendra. Quand nous aurons constitué une autorité spirituelle assez efficace, nous pourrons entreprendre de coordonner, de discipliner et de diriger l'opinion publique pour ranimer toutes les vraies puissances sociales. Ce sera revenir à l'ordre. « Le sentiment social même ne serait pas suffisamment efficace, a dit Auguste Comte, si l'opinion publique ne venait sans cesse fortifier les bonnes tendances individuelles. Le difficile triomphe de la sociabilité sur la personnalité n'exige pas seulement l'intervention continue de véritables principes généraux, aptes à dissiper toute incertitude quant à la conduite propre à chaque cas, il réclame aussi la réaction permanente de tous sur chacun, soit pour comprimer les impulsions égoïstes, soit pour stimuler les affections sympathiques. Sans cette universelle coopération, le sentiment et la raison se trouve-

raient presque toujours insuffisants, tant notre chétive nature tend à faire prévaloir les instincts personnels. »

D'aussi près que la périodicité semi-mensuelle imposée par la faiblesse de nos ressources le permettra, nous suivrons les événements actuels pour en tirer les leçons qu'ils comportent. Nous y appliquerons la méthode sociologique pour montrer l'aptitude du positivisme à résoudre définitivement les plus inquiétants problèmes de l'heure présente.

Nous ne nous absorberons pas stérilement dans la vaine recherche de la vérité absolue, nous nous bornerons à mettre en lumière les vérités reconfortantes et fécondes, celles qui conviennent, en un temps troublé, à un peuple désemparé, à une société en pleine décomposition. Nous viserons non au sublime quintessencié mais au bon sens, non à la parfaite justice mais à l'ordre possible, non à étonner mais à servir, non aux applaudissements provisoires que provoque l'éloquence des phrases mais à la sympathie durable qu'éveille l'âme qui se donne. Le positivisme n'est que la philosophie du bon sens, la morale de la sociabilité active et la religion de la bonté.

..

Éducateurs, nous éviterons d'être des pédants. Ce ne sont pas les diplômés, le dilettantisme,

l'érudition, la poussière des faits et la nuée des mots qui vivifient les âmes, c'est la synergie, la synthèse et la sympathie. « Subordonner le progrès à l'ordre, dit Auguste Comte, l'analyse à la synthèse et l'égoïsme à l'altruisme : tels sont les trois énoncés pratique, théorique et moral du problème humain, dont la solution doit constituer une unité complète et stable. » La religion seule, et la plus compréhensive, peut résoudre directement et définitivement ce problème.

On le voit bien, nous sommes positivistes, et de tout cœur, encore que ce soit de cette manière singulière qui est de s'en tenir au positivisme. Avec un immense génie, connaissant le fond de tout ce qu'un homme peut connaître, ayant consacré tous les moments de sa vie admirable à la méditation continue et à l'élaboration de sa doctrine, Auguste Comte a eu la mauvaise fortune d'avoir parmi ses disciples trop de savants ou de littérateurs présomptueux qui ont prétendu corriger, compléter ou perfectionner sa doctrine. Ils sont parvenus surtout à l'étriquer, à l'obscurcir ou à la ridiculiser.

Nous n'aurons pas cette outrecuidance. Dans le *Système de politique positive*, le *Catéchisme positiviste*, l'*Appel aux Conservateurs* et la *Synthèse subjective*, il y a ce qu'il faut pour revivifier la société française ; il y a même beaucoup plus de sages préceptes que l'intelligence des Français d'aujourd'hui

d'hui n'en peut comprendre et que leur cœur n'en peut suivre. Nous nous appuierons sur ces solides assises dogmatiques. Ayant le souci d'être clair, ici on ne fera pas de métaphysique, haute ou basse, universitaire et académique ou politicienne et journalistique.

Le scientisme matérialiste est aussi oiseux et non moins pernicieux. Auguste Comte l'a prouvé en démontrant l'absurdité de toute tentative de synthèse objective. Au surplus, le spécialisme scientifique est aussi nuisible à la véritable science qu'à l'Humanité, puisqu'il nous fait perdre le plus sûr bienfait de la science qui est de substituer l'idée de constance à l'idée de variété.

Nous laisserons Bouvard et Pécuchet s'extasier sur les astrologues qui savent quels métaux recèle Sirius, car il est certainement plus facile d'utiliser ainsi le spectroscopie que de trouver un remède contre le coryza. Il ne nous déplaît pas qu'on lance d'ingénieuses machines dans les airs ; mais nous préférerions que, dans notre orgueilleuse civilisation, il y eût moins de bas-fonds obscurs où rampent les larves de la misère, du vice et du crime. Les merveilles de la préhistoire ne composent, en somme, qu'un roman médiocre et d'ailleurs lacunaire. Nous ne nous attarderons pas à discourir sur les menus faits, contradictoires et incertains, de l'histoire universelle pour nous dispenser de juger les événements présents. Enfin, nous n'ou-

blierons pas, en considérant l'univers, que la splendeur de la civilisation occidentale dépend de la généreuse impulsion française et que les progrès de l'Humanité dépendent de la civilisation occidentale.

Les mœurs de l'esprit manquent autant que celles du cœur : nous serons dogmatiques. Après les idées, il faut systématiser les sentiments et les institutions.

C'est à rétablir l'ordre dans les institutions, les idées et les sentiments que nous nous efforcerons. Nous serons les irréductibles ennemis de ceux qui ont un intérêt quelconque à maintenir un désordre quelconque, même quand ils méconnaissent assez leur nature pour se réclamer de la tradition qui condamne leur parasitisme. Nous serons donc toujours avec le prolétariat, non pour le duper en l'endormant ou l'exploiter en le flattant, mais pour le servir en l'éduquant. Même quand ses instinctives aspirations vers l'ordre seront égarées par les pires utopies, nous resterons avec lui. Le prolétariat ne pêche que par ignorance. La lourde responsabilité de ses erreurs et de ses révoltes incombe aux intellectuels qui trafiquent de leur savoir et de leur intelligence au lieu d'être de sages éducateurs, aux mauvais riches et aux politiciens qui abusent d'une situation usurpée pour satisfaire leurs appétits au lieu d'être des administrateurs et des dirigeants probes et dévoués. « Le peuple se gouverne par des

exemples plutôt que par des lois, a dit Bonald, et par des influences plutôt que par des sanctions. »

Malgré les funestes exemples d'en haut, la déchéance de toute autorité temporelle et l'absence prolongée d'une réelle direction spirituelle, malgré ses journalistes et ses démagogues, le prolétariat ne tardera pas à reconnaître que l'anarchie est contre lui qui ne vaut, qui ne peut que par la solidarité corporative, la puissance nationale et l'organisation sociale ; il s'apercevra alors que les principales forces d'exploitation s'épanouissent dans la confusion économique et internationale et que les tyrannies politiques, les conflits sociaux et les sauvages répressions qui s'ensuivent surgissent toujours du gâchis parlementaire. Et ce sera reconnaître qu'il n'y a pas d'autre remède au paupérisme que le travail, et le plus productif ; pas d'autre moyen de mettre fin à la politiquerie parasitique et dissolvante que la restauration de l'autorité, et la plus ferme.

Si le désordre politique et économique est funeste au prolétariat, le désordre moral l'est bien plus encore à la femme. Nous serons donc avec la femme contre le prétendu féminisme de démoralisation comme nous serons avec le prolétariat contre la démagogie désorganisatrice.

Au prolétariat et à la femme qui sont les plus douloureuses victimes de notre anarchie, aux patriotes assez clairvoyants pour prévoir l'invasion d'un pays riche et envié qui semble n'avoir plus la volonté de vivre, aux esprits lucides que tant d'imbéciles, insanes et bruyantes divagations inquiètent, aux cœurs qu'angoisse la marche si rapide de notre décomposition morale, il appartient de former la grande coalition tacite du bon sens. Et, somme toute, notre publication, inspirée par la doctrine régénératrice qui a l'amour pour principe, l'ordre pour base et le progrès pour but, n'a pas d'autre ambition que d'être l'organe de cette coalition de défense nationale, morale et sociale.

Nous le répétons, c'est dans l'application même de nos principes, d'après les dures leçons de l'expérience que nous montrerons la nécessité, pour bien agir, bien penser et bien aimer, d'avoir une règle et une foi. On ne saurait contribuer efficacement à rétablir l'ordre dans la société qu'en le réalisant d'abord en soi-même. Pour bien s'accorder avec les autres, il faut s'accorder avec soi-même dans toutes les phases de sa vie. Pour former des volontés sociales, il faut donc reconstruire, avec les institutions, les opinions et les mœurs.

Dans toutes les graves conjonctures d'une existence privée et d'une existence publique de plus

en plus trépidantes et incertaines de leurs fins comme de leurs moyens, nous voudrions être une lumière qui guide l'esprit et un foyer qui réchauffe l'âme. Faible lueur, pauvre chaleur dans la bourrasque, quand toutes les folies et les furies de l'individualisme exacerbé sont déchaînées!... Soit. Nous n'avons pu croire, toutefois, que ce pouvait être là un prétexte valable de nous abstenir, et d'autant plus que notre initiative ne permet plus aux meilleurs citoyens, dégoûtés des imbéciles luttes de partis et lassés d'un scepticisme dégradant, de justifier leur paresseuse et égoïste retraite par le funèbre « à quoi bon? » — glas des civilisations mourantes...

G. DEHERME.



Aux yeux de la Société positiviste, l'organisation normale de l'industrie moderne exige d'abord la reconstruction des opinions et des mœurs, d'après la libre adoption d'une doctrine universelle, propre à régénérer l'éducation générale et à faire surgir, dans tout l'Occident, une nouvelle autorité spirituelle, arbitre des conflits industriels. Les graves perturbations pratiques récemment suscitées, en France, par une tendance métaphysique à prescrire légalement ce qui doit être surtout réglé moralement, nous ont spécialement confirmés dans cette conviction fondamentale.

AUGUSTE COMTE.

Où en est la Science des Religions ?

La « science des religions », qu'on appelle aussi plus modestement l' « histoire comparée des religions », a vu le jour vers 1860 dans des circonstances que nous rappellerons sommairement tout à l'heure. Elle a fait, chacun le sait, une rapide et brillante fortune ; nouvelle venue dans les cadres de l'histoire des institutions et des idées, elle s'y est taillé un riche et beau domaine. Il nous semble intéressant de rechercher, après un demi-siècle, ce qu'elle a fait et où elle en est, ou, pour nous servir d'une expression plus terre à terre, d'établir son bilan, profits et pertes, gains incontestables, d'une part, défauts de méthode, de l'autre, ambitions presque démesurées et réalisations incomplètes.

Nous le ferons en nous aidant de l'ouvrage considérable, où le comte Goblet d'Alviella, professeur à l'Université de Bruxelles, a groupé les principales études qu'il avait libéralement répandues depuis trente-cinq ans dans de grands périodiques européens, dans des revues spéciales, sous forme de leçons et conférences ou de communications à des sociétés savantes (1).

(1) *Croyances, Rites, Institutions*, 3 volumes gr. in-8° de 386, 412 et 386 pages ; tome I^{er}, Archéologie et histoire religieuse ; tome II, Questions de méthode et d'origines ; tome III, Problèmes

I

Dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, les Européens découvraient les langues asiatiques et les textes sacrés permettant d'étudier les religions de la Perse ancienne et de l'Inde. Précisées et complétées dans la première moitié du dix-neuvième siècle, ces études s'enrichirent merveilleusement par l'exhumation de l'Égypte et de l'Assyrie. D'autre part, les Universités protestantes de l'Allemagne prétendaient appliquer aux livres bibliques les règles exactes d'interprétation philologique, qui prévalaient en matière de langues classiques. La « science des religions » naquit le jour où l'on résolut de traiter concurremment et parallèlement de toutes les grandes religions du passé et du présent, en les comparant entre elles, sinon dans leur valeur intrinsèque, au moins dans leurs dispositions essentielles, croyances, rites, institutions. Il y faut joindre les données relatives aux religions des peuples sauvages et l'étude des cultes de la Grèce et de Rome, considérés volontiers comme des mythologies, c'est-à-dire comme des fables ou symboles.

C'est la publication des *Études d'histoire religieuse* d'Ernest Renan en 1857 qui nous paraît de nature à fixer avec précision l'acte de naissance de l'histoire des religions ; dans des déclarations très fermes, qui provoquè-

du temps présent. Le troisième volume est suivi d'un index analytique. — Paris, librairie Paul Geuthner, 68, rue Mazarine, 1911. — M. Goblet d'Alviella, esprit avisé et curieux, très sûr connaisseur des travaux publiés en langue anglaise, est un guide remarquablement informé.

rent de l'étonnement et presque du scandale, il proclama le droit de l'historien à étudier toutes les manifestations de la foi religieuse, christianisme compris, au simple titre d'une documentation et d'un examen critiques et en dehors de toute adhésion personnelle. Les lois de l'histoire religieuse, proclamait-il, sont les mêmes que révèle l'activité humaine sous toutes ses formes, « tout étant du même ordre et sortant des mêmes causes » : le savant doit rechercher ces lois « sans autre intention que de découvrir l'exacte nuance de ce qui est ». Par là était proclamée la charte de la nouvelle discipline, qui ne devait entrer dans les habitudes que quelques années plus tard.

Les savants étrangers procédaient avec moins de rigueur et enveloppaient leurs hardiesses du manteau discret du rationalisme chrétien. C'était le moment où se manifestaient avec éclat les prétentions du protestantisme libéral à réconcilier la foi traditionnelle avec les exigences scientifiques. Ses représentants se constituèrent les champions de l'histoire comparée des religions, dont l'enseignement fut inauguré pour la première fois en Hollande en 1877 ; mais, quinze ans plus tôt, un éminent professeur de la Faculté de théologie protestante de Montauban, Michel Nicolas, initiait déjà ses élèves aux religions de l'Inde et de la Perse. La chaire, nettement laïque, du Collège de France ne fut créée qu'en 1880 ; elle fut confiée, on le sait, à un théologien protestant, M. Albert Réville.

M. A. Réville, de même que C.-P. Tiele, de Leyde, se refuse à faire place au surnaturel dans l'examen des religions tant profanes que sacrées, des religions païennes

comme de la juive et de la chrétienne, estimant avec Renan que l'histoire ne peut connaître que des faits se pliant à la nécessité logique, — nous aurons à revenir sur ce point ; — mais, chose assez curieuse et que, seule, explique leur propre origine religieuse, ces deux savants adoptent un classement des objets de leur étude, nettement subordonné à leurs préférences philosophiques. Le livre de l'écrivain hollandais, dont j'ai donné en 1880 la traduction française sous le titre de *Manuel de l'histoire des religions* avait paru, en réalité, sous la mention significative de *Esquisse d'une histoire de la Religion jusqu'au triomphe des religions universalistes*, — de la Religion, notez-le bien, et non des religions, — ce qui entraîne une certaine conception de l'évolution théologique, passant des formes rudimentaires représentées par les cultes des non-civilisés aux types du spiritualisme éthique. Ainsi le premier et le plus bas degré, le « naturisme primitif », n'aurait point laissé de représentants ; le second degré, « l'animisme », est figuré par les religions des sauvages ou non-civilisés ; aux religions « nationales polythéistes » appartiennent la plupart des religions du groupe indo-européen et des Sémites ; les religions dites « nomistiques », c'est-à-dire édictant des règles précises dans des livres sacrés, sont le confucianisme, le taoïsme, le mosaïsme et le judaïsme, le brahmanisme et le mazdéisme ; enfin, les religions « universelles » ne sont qu'au nombre de trois, bouddhisme, christianisme, islamisme. M. A. Réville ne s'est pas moins empêtré dans les cadres d'une sorte de philosophie du progrès, quand il propose le tableau suivant, reposant sur la division fondamentale de « re-

ligions polythéistes » et de « religions monothéistes ». Dans les premières figurent : 1° La religion « primitive de la nature », culte naïf d'objets naturels qu'on se représente comme animés, conscients, puissants et influant sur la destinée humaine ; — 2° Les religions « animistes et fétichistes », qui se développent sur la base du type précédent et sont particulières aux peuples restés à l'état dit sauvage, nègres, autres populations africaines, Esquimaux, Finnois, Tartares, Indiens d'Amérique, Polynésiens, etc. ; — 3° Les grandes « Mythologies nationales », fondées sur la dramatisation de la nature, qui supposent entre les êtres divins des relations calquées sur celles de la vie humaine, religions de la Chine, de l'Égypte, de Ninive et de Babylone, de la Germanie, de la Gaule, de l'Italie, de la Grèce, du Mexique et du Pérou ; — 4° Les religions « polythéistes-légalistes », à savoir le brahmanisme, le mazdéisme et les deux religions philosophiques de la Chine, confucianisme et taoïsme ; — 5° Le bouddhisme, « religion de rédemption » universaliste, mais restée engagée dans les polythéismes locaux. Dans les « religions monothéistes » figurent : 1° le judaïsme, « légaliste et national » ; 2° l'islamisme, « légaliste et international » ; enfin, 3° le christianisme, « religion de rédemption et internationale ».

En comparant les tableaux de classement proposés par MM. Tiele et Réville, on sera étonné que deux hommes appartenant aux mêmes tendances théologiques s'accordent si peu sur la place à assigner à telle ou telle religion, notamment au judaïsme, que M. Tiele mettait à un degré inférieur au bouddhisme et que M. Réville a ramené en rang privilégié ; et on sera,

après mûr examen, tenté de renvoyer dos à dos les deux savants, qui se sont visiblement laissé guider l'un et l'autre par des préférences d'ordre individuel. Autant classer les peuples de l'antiquité et des temps modernes d'après leurs caractères d'organisation monarchique ou républicaine.

C'est que l'histoire des religions, aux mains de M. Tiele comme de M. Réville est restée, quoiqu'ils en aient, dans la dépendance de leur croyance personnelle, une science auxiliaire mise au service du protestantisme libéral ou rationaliste.

II

Ainsi l'étude historique des religions, qui semblait devoir être éminemment descriptive et dont le classement, comme pour l'histoire générale, paraissait devoir être subordonné à la répartition géographique des cultes et à leur filiation directe, versait immédiatement dans la philosophie. L'humanité, partant d'un fétichisme ou animisme grossier, s'était haussée graduellement aux conceptions du spiritualisme éthique : toute une école le proclame et salue le dernier terme d'une ascension définitive, tout comme le religionnaire de 1789 fait de la Déclaration des droits de l'homme le credo des sociétés affranchies.

A l'étranger comme en France, ces vues, d'origine trop visiblement théologique et protestante, ne pouvaient manquer de provoquer des contradictions. Herbert Spencer, en Angleterre, renvoie toute spéculation de philosophie religieuse au chapitre de l'« Incognoscible » ;

M. Goblet d'Alviella éclaire sous ce rapport la pensée de l'éminent sociologue et nous permet de la pénétrer entièrement. En France, d'autre part, paraissait, dès 1887 une œuvre, singulièrement alerte, où un philosophe nettement détaché des religions positives, esquissait *L'Irréligion de l'avenir*, avec ce sous-titre : *Étude de sociologie*. Cette œuvre du regretté Guyau admet le « caractère progressif de l'évolution qui, non seulement, a fait passer l'humanité du naturisme au polythéisme, mais qui, encore, a successivement introduit dans la conception de la divinité la notion de puissance, d'intelligence et enfin de moralité », et cela en parallélisme exact au progrès des relations sociales elles-mêmes. Mais la religion, à force de se perfectionner, finira par s'anéantir. A cette interrogation : La foi dogmatique, étroite ou large, peut-elle subsister indéfiniment devant la science moderne ? — il répond négativement. L'œuvre dissolvante et destructive à cet égard des sciences naturelles, de la physiologie et de la psychologie, est parachevée par les sciences historiques, qui attaquent les religions, non seulement dans leur objet, mais en elles-mêmes. « La foi religieuse, écrit Guyau, tend à être remplacée par la curiosité des religions; nous comprenons mieux ce à quoi nous croyons moins... L'explication des religions positives apparaît comme tout le contraire de leur justification; faire leur histoire, c'est faire leur critique. Quand on veut approcher du point d'ap-pui qu'elles semblaient avoir dans la réalité, on voit ce point reculer peu à peu, puis disparaître... » Bref, selon Guyau, la science des religions est appelée à remplacer les religions elles-mêmes.

On voit jusqu'à quel point M. Guyau peut être tenu pour un des devanciers des tendances, aujourd'hui victorieuses en Sorbonne, qui subordonnent les plus hautes disciplines de l'esprit, philosophie et littérature, à l'histoire documentaire, chargée de les réduire en catalogues et d'en dresser, avec une pesante exactitude, l'impeccable bibliographie.

Mais je dois noter encore l'apparition, sur le domaine qui nous occupe, de l'école proprement socialiste, représentée par l'*Année sociologique* de M. Durkheim. Ses jeunes et audacieux représentants estiment que leurs prédécesseurs ont fait fausse route et qu'ils sauront, eux, atteindre un degré supérieur de certitude, « en traitant les phénomènes religieux, non comme des faits intellectuels à expliquer en dernière analyse par la psychologie, mais comme des faits sociaux qui se produiraient, indépendamment des individus, par le jeu des forces sociales ». M. Goblet d'Alviella, auquel je viens encore d'emprunter cette définition, analyse avec autant d'exactitude que d'impartialité la nouvelle théorie à la mode. Tout dépend de la « conscience collective », tout y ramène. L'école sociologique « part de cette idée, que le sentiment plus ou moins vague de faire partie d'un groupe, d'être *plusieurs*, a précédé chez les primitifs la conscience de la personnalité individuelle et, comme à ce niveau mental tout rapport se traduit généralement sous forme d'essence, les relations entre les membres de la communauté se sont présentées à l'esprit sous l'aspect d'une âme collective, douée de force ou de pouvoir. D'où la notion de *sacré* ou de *mana*, qui est la source à la fois de la magie et de la religion. C'est seulement en seconde

ligne que les efforts pour se représenter d'une façon concrète les effets du *mana*, ont conduit à la conception d'agents personnels plus ou moins définis. — Le vrai et le premier Dieu, c'est donc la communauté, la société; son culte est la raison d'être des religions, leur source et leur justification ».

Quand on voit cette nouvelle théorie ardemment défendue par des jeunes gens ou des jeunes hommes qui ont fait délibérément table rase de toute métaphysique et de tout élément mystique ou surnaturel, on est dans l'obligation de constater que l'histoire des religions est incapable de se maintenir sur le terrain de la pure histoire et que, sous la plume de M. Réville comme de M. Guyau ou de M. Durkheim, elle s'avère tendancieuse, philosophique, dogmatique.

III

Il n'en reste pas moins que l'on a réalisé un sérieux avantage quand, écartant l'obsession étroite de la question du vrai et du faux en religion, la distinction du profane et du sacré, on s'est essayé à décrire toutes les religions, tant du passé que du présent, dans leurs croyances, dans leurs rites et dans leurs institutions.

Était-ce là une arme contre le christianisme, contre le catholicisme en particulier ? Il vaut la peine d'y regarder d'un peu plus près, d'autant que, du côté catholique, on a envisagé longtemps avec défiance la science des religions et que les représentants de la nouvelle branche d'études, de leur côté, y ont vu la plus sûre recette pour ruiner l'hypothèse d'une révélation surnaturelle.

Toutes les religions sont humaines, non pas seulement parce qu'elles s'adressent à l'homme, mais parce qu'elles sont dans une relation constante avec le milieu et la civilisation où elles apparaissent et se développent. Leurs personnages non plus que leur littérature — livres sacrés — ne peuvent se dérober à l'examen minutieux, qui confère définitivement l'authenticité aux faits et aux écrits.

Il est incontestable que la première poussée de l'histoire comparée des religions a été défavorable à la foi dogmatique et a pu être considérée comme lui étant plus ou moins directement hostile. Plus de distinction préalable entre la religion vraie et les religions fausses; même procédé d'examen appliqué à toutes. Voilà la Bible rajeunie; la religion d'Israël n'est mise en pleine lumière que par ses attaches avec les religions sémitiques; on constate ses emprunts aux légendes de Babylone. Le christianisme naît en pleine fermentation de spéculation hébrao-grecque et la doctrine ecclésiastique puise largement, au moins en ce qui touche ses procédés, aux trésors de la civilisation hellénique. La cime orgueilleuse qui dominait les campagnes, — tel un Sinaï écrasant la plaine par sa masse imposante, — se relie à la terre par une série d'assises superposées; aux vives oppositions succèdent les gradations insensibles, aux contrastes se substituent les transitions. Psychologiquement et historiquement, la foi du sauvage n'apparaît plus comme la caricature de la foi chrétienne, mais comme sa première et informe ébauche. Ce n'est plus l'opposition des ténèbres et de la lumière — *post tenebras lux*, — c'est l'aube devantant l'aurore, c'est l'aurore annonçant la

pleine clarté du jour; mais c'est un seul et même soleil montant graduellement à l'horizon.

L'Église elle-même s'est reprise après un premier émoi. M. Goblet d'Alviella prend acte de très intéressantes déclarations, émanant de représentants autorisés du catholicisme, qui acceptent l'examen historique et comparatif de toutes les religions et en reconnaissent l'utilité, à la condition de réserver expressément leurs prémisses et leurs conclusions théologiques, ce qui est leur droit strict.

D'autre part, en se plaçant sur le terrain du libre examen, ne voit-on pas le profit que le spiritualisme et la théologie chrétienne peuvent tirer de la constatation de l'universalité du sentiment religieux et de la pratique rituelle ou cultuelle? La religion, contrairement à Voltaire et aux Encyclopédistes, n'est ni une aberration, ni une anomalie; elle n'est pas un guet-apens tendu par une caste rusée à la masse imbecile pour un propos d'avidité et de domination; elle n'est plus la honte, l'abjection et l'ignominie des civilisations humaines comme l'a pensé M. Homais, comme l'affirment les loges franc-maçonniques, comme le proclament les congrès « radicaux et radicaux-socialistes ». Non, elle est naturelle à l'homme, elle lui est indispensable, il ne saurait s'en passer; elle est un fait social primordial et nécessaire, déclare M. Durkheim.

En deux mots, l'histoire comparée des religions paraît dommageable aux prétentions du christianisme parce qu'elle ne lui permet plus d'être le *seul*, mais le *premier*; mais elle le sert bien plus encore, en faisant voir dans la religion un élément essentiel des civilisations humaines

et en permettant d'invoquer en faveur de l'avenir le témoignage irrécusable du passé.

IV

Pour serrer de plus près notre sujet, revenons-en au propos d'Ernest Renan, qui a proclamé, le premier, avec beaucoup de décision et non sans une allure de provocation à l'égard du milieu dont il était sorti, le droit de l'historien à étudier toutes les manifestations de la foi religieuse, christianisme compris, au simple titre de la documentation et de l'examen critiques et en dehors de toute adhésion personnelle. Cet examen, selon lui, exclut l'hypothèse du miracle ou du surnaturel, attendu que les lois de l'histoire religieuse sont les mêmes que révèle l'activité humaine sous toutes ses formes, « tout étant du même ordre et sortant des mêmes causes ». On se souvient peut-être que l'auteur de la *Vie de Jésus* avait proposé très sérieusement à ses contradicteurs catholiques de soumettre à l'Académie des sciences le jugement définitif de la question de réalité du miracle, — tant était grande dans la seconde moitié du dernier siècle la foi en l'infailibilité de la science et des savants!

A-t-on le droit d'exclure le surnaturel de l'histoire en matière religieuse quand il s'agit d'un Jésus ou de n'importe lequel des grands porteurs de l'idée religieuse? Nous commençons à hésiter à suivre sur ce terrain soit M. Homais, soit Renan lui-même. Jésus est-il le moraliste philosophe, dont la vie se déroule selon les recettes de la petite vie bourgeoise, ou l'inspiré, dont l'action extraordinaire devait entraîner la société antique dans des

voies nouvelles ? Ces forces psychiques sont-elles susceptibles de l'analyse des laboratoires ? Les savants probes et réservés accordent aujourd'hui qu'ils n'ont pas à en connaître et que ce n'est pas leur domaine. Tout récemment, j'écrivais ceci, qui demanderait de longs développements : « L'exégèse a raison de prétendre que tout livre est humain et ne se comprend que par et dans son milieu. Mais le livre inspiré de même que l'homme inspiré, qui les expliquera ? L'histoire religieuse s'incline devant un Isaïe, un Jésus, un saint Paul, et les constate sans en expliquer autre chose que les circonstances tout extérieures, comme fait l'histoire littéraire pour Homère, Racine, Victor Hugo (1). » *Sans en expliquer autre chose que les circonstances tout extérieures*, voilà la réflexion qui doit dominer notre sujet et qui doit ne jamais être perdue de vue par l'historien consciencieux des religions. L'âme des religions, ce qui fait qu'elles vivent et agissent, qu'elles transforment les individus et les sociétés, tout cela nous échappe, et nous devons déclarer honnêtement que cela nous dépasse. C'est par cette réserve essentielle qu'il faut corriger les assertions de Renan.

Voici, d'ailleurs, une circonstance toute récente et qui est de nature à jeter une vive lumière. On discute en ce moment et très ardemment sur la réalité des guérisons qui se produisent à la grotte de Lourdes. Mais quelle différence avec le point de vue des polémistes de la génération précédente ! Ceux-là n'y voyaient que fraude, duperie ou bêtise. Aujourd'hui, les plus sceptiques déclarent admettre la réalité des guérisons dans la mesure où elles

(1) *La Coopération des Idées*, n° du 15 juin 1911.

pourront être ramenées à des affections nerveuses, ou névroses, et ils ajoutent que le sanctuaire de Lourdes n'est pas, en somme, le témoin d'autres vertus curatives que celles qu'on atteste pour les plus fameux sanctuaires de la Grèce antique.

Il n'en reste pas moins qu'une série d'affections, d'une incontestable gravité et qui avaient résisté à des traitements médicaux, ont été soit soulagées, soit guéries sous l'influence de la foi religieuse. La foi religieuse est, à Lourdes, un agent certain de guérison, — je ne dis pas : un agent de guérison certaine, — comme l'a été la foi des Juifs qui s'adressaient à la personne de Jésus de Nazareth, comme l'a été la foi de l'âge des apôtres et de la primitive église. Que toutes les maladies guéries à Lourdes rentrent ou non dans la catégorie des névroses, je n'en ai cure, n'étant pas médecin ; je me borne à constater sur ce domaine un changement de front, qui est presque une volte-face.

V

Nous avons entrepris de dire où en est présentement la science des religions et nous l'avons vue hésitante et contradictoire. Si elle entreprend de se prononcer sur les origines et la valeur respective des religions dont elle traite, elle s'expose au reproche motivé de subordonner son examen à des préférences philosophiques, théologiques ou sociologiques.

Si, au contraire, elle s'efforce de n'être qu'une histoire descriptive, géographique et chronologique, de toutes les religions qui se sont succédé dans les sociétés humaines,

elle sera d'une incontestable utilité ; mais elle sera à la vie ce que le cadavre est au corps vivant, ce que l'anatomie est à la physiologie, ce que la statistique est à la vie intime d'une nation. En la ramenant sous la dure et ingrate discipline des méthodes critiques, M. Renan a défini les bornes étroites qu'elle ne saurait franchir. Spectacle bizarre et d'un utile enseignement ! Quand il a prétendu en donner lui-même un spécimen, il y a apporté, soit en ce qui touche les origines juives, soit en ce qui touche les commencements du christianisme, une étourdissante fantaisie, que personne ne peut prendre pour autre chose qu'une œuvre d'artiste.

Il a proclamé, d'autre part, la supériorité de l'homme qui peut parler de Jésus et de la foi chrétienne en se désintéressant superbement de leur valeur. Et il a fait voir par là qu'il était resté profondément indifférent aux difficultés, aux préoccupations où se débattait la société de son temps.

Le réveil, de plus en plus accusé, des soucis d'ordre moral et spirituel fait apparaître déjà dans l'ombre le programmé et l'œuvre du scepticisme élégant, de l'ataraxie morale. Mais l'histoire religieuse, à laquelle, bon gré mal gré, Renan a donné une sorte de renouveau, pourra profiter de l'éclat qu'il lui a conféré par sa plume prestigieuse. Il convient que, dans l'ordre de la recherche documentaire, on lui fasse la place de plus en plus large, en attendant qu'on la réinstalle catégoriquement dans l'ordre de la pensée, c'est-à-dire de la philosophie religieuse, qui est la théologie.

MAURICE VERNES.

LA LIBERTÉ SPIRITUELLE

Pour arriver à reconstruire l'ordre social, le positivisme pose une règle première, devant recevoir dès maintenant une rigoureuse application : la séparation complète du spirituel et du temporel. Quiconque a pris une connaissance même superficielle de l'œuvre d'Auguste Comte sait que le grand penseur fut toujours intransigeant sur ce sujet. Aussi bien dans son *Cours de philosophie positive* que dans son *Système de politique positive*, il s'est montré si net, qu'aucune discussion ne peut s'ouvrir touchant sa vraie pensée. Ses premiers opuscules, qu'il publia entre la vingtième et la trentième année (1), nous font même voir qu'il avait compris de très bonne heure l'énorme importance de cette nécessité, laquelle aura le dernier mot, on peut en être sûr, comme toutes les nécessités. Il voulait que l'État fût cantonné dans le domaine des choses matérielles (défense nationale, police, etc.), et, pour ce qui se rapporte aux diverses doctrines religieuses et philosophiques dont les rivalités font tant de bruit, il entendait que leurs adeptes pussent jouir d'une absolue liberté de propagande, le gendarme ne devant intervenir que si ceux-ci en venaient aux mains dans

(1) Voir notamment *Séparation générale des opinions et des désirs* (publié en 1819) et *Considérations sur le pouvoir spirituel* (publié en 1828).

la rue. C'est ce système qu'il nommait « République », c'est-à-dire la chose de tout le monde, sans distinction de croyance ; tandis qu'il ne cessa jamais d'afficher le plus profond mépris pour le suffrage universel et le régime parlementaire.

Qu'un lecteur mal averti ne se hâte pas de conclure que l'unité intellectuelle et morale le laissait indifférent. L'erreur serait grossière, à propos d'un homme dont tous les efforts tendirent à faire cesser cette anarchie des esprits et des cœurs dans laquelle il découvrait la misère constitutionnelle des temps modernes. L'unité demeure un bien sans prix ; car, faute de principes fixes adoptés par tous, l'immense majorité des âmes, toujours tourmentées de recueillir les approbations de l'opinion publique, c'est-à-dire de tous les gens rencontrés sur leur chemin de chaque jour, ne parviennent pas à régler l'ampleur de leurs oscillations. Il en résulte que le groupe social formé de leur ensemble se débat en des spasmes douloureux, n'ayant rien de commun avec les pulsations régulières de la vie saine et normale. Ce ralliement de tous dans une direction commune, Comte ne le concevait définitif que par le triomphe d'une nouvelle religion, sur laquelle ce n'est point ici le lieu de m'étendre. Mais, pour aboutir à ce triomphe, il ne voulait d'autre moyen que la persuasion, et il repoussait toute contrainte, à la fois comme indigne du but, et comme dépourvue d'efficacité quant aux résultats. Il se trouvait donc conduit à proclamer qu'il faut « livrer la reconstitution des opinions et des mœurs à la libre concurrence des doctrines capables de l'accomplir ».

Si considérable est la portée de ce précepte, que l'atti-

tude prise sur son observance peut servir de pierre d'épreuve pour reconnaître tout de suite les hommes dont l'évolution personnelle s'est avancée jusqu'à cet état mental que je nommerai l'*état positif*. A cet égard, pas mal de nos contemporains sont, en somme, de bons positivistes, qui peuvent ignorer, d'ailleurs, jusqu'au nom d'Auguste Comte. Inversement, il en est tels autres qui ont lu ses écrits, qui répètent assez exactement certaines de ses formules, et qui restent au seuil du temple, faute de pouvoir se dépouiller assez d'un certain orgueil intellectuel qui méconnaît d'immenses impossibilités. N'ayant pas les moyens de mater la superbe des aveugles, à quelque clan de la pensée qu'ils appartiennent, j'écris pour ceux-là seuls qui, sans refuser à personne la faculté de modifier les esprits et les cœurs, comprennent de quelle délicatesse de touche doivent s'accompagner les tentatives de ce genre. Ils trouveront, je l'espère, dans mon exposé, de quoi se confirmer dans leur attitude, et ce sera un premier bien. Je souhaite aussi de leur fournir des raisons pour convaincre à leur tour, non les entêtés qu'il faut abandonner à leur sort, mais les incertains sur lesquels on peut toujours exercer quelque emprise. Par là, ils se rangeront parmi ces apôtres modestes, plus nombreux qu'on ne croit, qui font d'excellente besogne sans qu'on parle jamais d'eux.

I

Nous disons *liberté spirituelle* ; nous ne disons pas *tolérance*. Les deux choses sont fort distinctes. La seconde implique du dédain et voile imparfaitement des

menaces dont l'exécution ne reste suspendue qu'à titre provisoire. Or, nous ne voulons rien de pareil. Si nous tenons le positivisme pour l'aboutissant nécessaire des efforts humains, nous ne pensons pas que l'usage du fouet puisse faire marcher les gens plus vite qu'ils ne le peuvent. Nous ne les méprisons pas non plus, quand ils montrent des allures de tardigrades. Car, où prendrions-nous de quoi justifier un tel orgueil ? Si nous croyons être en avant sur la route, nous croyons aussi que tout le mérite en revient aux influences extérieures qui nous ont guidés, et même à certains hasards qui exercèrent d'heureuses réactions sur notre individu. On a pu parler de tolérance au nom des systèmes religieux du passé, parce qu'ils prétendaient représenter la vérité immuable, éternelle, absolue, et que ceci impliquait, dans une certaine mesure, qu'on était de mauvaise foi en la méconnaissant. L'emploi de ce terme peut encore convenir à ces métaphysiciens qui pensent avoir réalisé un grand progrès, en remplaçant des êtres divins doués de claires volontés, par des principes aussi mal définis que dépourvus de souplesse dans l'action régulatrice qu'on leur attribue. Mais, quand on se réclame de l'ordre positif, on doit s'exprimer comme Auguste Comte, et c'est *liberté* qu'il faut dire.

Puisqu'il est question de chemin à parcourir, je rappellerai à grands traits quelles régions il traverse.

Lorsque nos lointains ancêtres commencèrent à rassembler leurs impressions sur les êtres de leur entourage, ils les imaginèrent tous doués de vie, de pensées, de sentiments, c'est-à-dire semblables à l'homme quant à leur nature intime. L'ensemble des choses se présentait à

eux comme formant une vaste société, dont chaque membre avait sa volonté propre, laquelle se faisait sentir en bien ou en mal sur ses voisins, selon le mouvement variable de ses déterminations. Le dormeur, qui s'était couché à l'ombre d'un arbre, se croyait victime d'une taquinerie, quand il constatait, à son réveil, que l'ombre avait changé de direction. La rivière qui dévalle avec bruit sur les cailloux, apparaissait comme une gaie promeneuse, chantant sa belle humeur. Quant au gros rocher, qui garde une stricte immobilité, on l'assimilait à ces gens dont il convient de se défier, parce qu'ils ne laissent pas deviner ce qu'ils projettent sournoisement. Il en allait ainsi pour tout. C'était l'âge de la grande spontanéité, avec son tumulte et aussi ses prompts initiatives. Les nègres de l'Afrique en sont restés à cette philosophie. Ils s'en accommodent pour vivre une existence qui doit bien avoir son charme ; car la mélancolie leur est peu coutumière. Nos jeunes enfants, qui s'épanouissent avec une si heureuse insouciance, ne comprennent pas autrement le monde. Souvent cela nous vaut, de leur part, des propos délicieux : témoin cette petite fille qui écosait des pois, et qui, les voyant parfois bondir en l'air, disait en battant des mains : « Ils sautent de joie, quand on les délivre de leur prison. »

Mais notre espèce ne pouvait se tenir indéfiniment à ne discerner autour d'elle qu'un chaos de volontés capricieuses. Lorsque la mémoire eut pris assez de forces pour conserver le souvenir de choses éloignées, la périodicité régulière de certains faits vint s'imposer à l'attention des plus réfléchis. Le soleil et la lune suivaient toujours la même route dans le ciel. Jamais on ne voyait

les arbres se couvrir de feuilles en temps de gelée. Hommes et animaux finissaient tous par la mort. L'immuable, le nécessaire se révélaient graduellement et imposaient la soumission.

Ce fut un difficile apprentissage, qui comporta plusieurs phases.

D'abord, on imagina que des volontés supérieures, mais en nombre multiple, dirigeaient le mouvement général des choses. Le polythéisme assigna un département distinct à chaque dieu : celui-ci régissant la mer, tel autre le ciel ; l'un présidant aux batailles, celui-là restant le maître des ardeurs de l'amour. Cette pluralité de directions laissait une certaine place aux conflits, et, en effet, toute la poésie antique abonde en tableaux où s'établent les rivalités divines. L'insoumission pouvait en profiter, et il arrivait qu'on se plaçât sous la tutelle d'une puissance céleste pour échapper au courroux d'une autre. Tout de même, l'indépendance des habitants de la planète demeurait fort diminuée.

Un moment vint ensuite, où les natures méditatives observèrent que l'ordre persistant de l'univers se conciliait mal avec l'hypothèse d'une pluralité de directions. Après certains tâtonnements, on aboutit à l'idée d'une direction unique, appartenant à un seul dieu. Cette fois, l'obligation d'obéir devint tout à fait rigoureuse. Pour l'atténuer, on n'eut d'autre ressource que la prière, et celle-ci impliquait la reconnaissance d'une autorité absolue chez celui qu'elle visait.

Mais, quand elle domine trop dans notre cœur, la soumission nous pousse au fatalisme. On sait que le monothéisme a conduit certains peuples jusqu'à la pas-

sivité stérile. Par bonheur, la spontanéité de l'âge initial conservait assez de force pour que, chez l'élite de notre espèce, le problème se posât en termes pressants de lui réserver sa place, à côté de l'impulsion qui nous fait courber la tête devant plus fort que nous. Le christianisme sortit de la rencontre de ces deux tendances. Avec Jésus, la spontanéité et la soumission cherchèrent à se confondre dans la bonté. Jésus, le modèle divin à imiter, se soumettait sans contrainte aucune au dernier supplice, pour améliorer la condition des hommes, par le rachat de la faute originelle. Avec lui, la soumission apparaissait, non plus comme un moyen de faire cesser des menaces inquiétantes pour celui qui ne la pratique pas, mais comme une attitude utilisable pour tourner à mieux des états de chose défectueux. La phase nouvelle, qui s'ouvrait à ce moment, devait avoir une importance égale à celle qui avait substitué jadis le respect des personnalités divines à la turbulence de l'époque fétichiste.

Entre temps, d'autres systèmes d'idées s'étaient fait jour, où l'on pouvait reconnaître une dégénérescence des religions proprement dites. A la vérité, ils ne devinrent jamais un aliment sérieux pour les masses. Mais ils hantèrent surtout des têtes de chercheurs, qui, peu satisfaits par l'hypothèse des volontés surnaturelles, ne pouvaient aller pourtant jusqu'à la notion de lois positives, combinant leurs influences pour présider au cours des phénomènes de toute nature. Ces penseurs imaginèrent des *entités métaphysiques*, sortes de diminutifs des êtres divins (1). Ces entités, fort difficiles à définir, gouver-

(1) Cette dégénérescence de toutes les théologies en métaphysique

naient le monde par une influence irrésistible qui participait nébuleusement de la volonté surnaturelle et de la loi positive. C'est ainsi que, pour expliquer l'ascension d'un liquide dans un tube vide d'air, on disait *la nature a horreur du vide*. C'est encore ainsi que, à une époque qui est d'hier et presque d'aujourd'hui, *la volonté nationale* fut élevée à la tutelle des peuples. Autour de nous, enfin, maints prêcheurs enseignent que *la justice* doit servir de régulateur dans l'ordre moral, bien que nous en soyons toujours à attendre qu'on nous explique une bonne fois ce que c'est que cette belle chose.

Pour confuses que soient ces façons de penser, elles portent cependant, elles aussi, à la soumission. En outre, elles ont préparé les voies à l'admission de simples nécessités, dominant de haut notre vouloir, mais susceptibles de se laisser manier dans de certaines limites. Ce dernier pas fut franchi à son tour. Nous avons découvert qu'on peut corriger une nécessité par une autre : la foudre est toujours aussi terrible que par le passé, mais on a inventé le paratonnerre, et plusieurs ont déjà compris que les natures d'enfant les plus indomptables peuvent, quand on sait s'y prendre, devenir de riches natures. Par là, on pouvait reprendre le programme qu'avait ébauché la religion

a été fort contestée — par les métaphysiciens. Aux preuves qu'en donne Comte et que je ne puis rapporter ici, j'en ajouterai une autre. Nous assistons en ce moment, à Paris surtout, à de grands efforts faits pour répandre une espèce de philosophie asiatique qu'on nomme la *théosophie*, ou l'*occultisme*, ou la *kabbale* (sous ces noms divers, c'est à peu près toujours la même chose). Il suffit de rapprocher cette philosophie des théogonies hindoues, chaldéennes, persanes, pour s'apercevoir qu'il s'agit d'une métaphysique issue de ces religions.

du Christ. Celle-ci confiait la maîtrise du monde à un Dieu infiniment puissant autant qu'infiniment bon. Mais, si on donne à la bonté sa vraie formule, qui est *désir d'améliorer*, on s'aperçoit qu'elle ne peut aller de pair, chez un être, avec la toute-puissance ; car, en supposant l'effort, la première exclut la seconde. Il fallait trouver autre chose. De cette recherche est issu le positivisme. On conçoit que la culture chrétienne — la culture catholique surtout, qui seule entre dans le détail pratique — devait favoriser beaucoup l'essor des nouvelles idées.

II

Il peut sembler que j'ai fait un bien long détour avant d'en revenir à la liberté spirituelle. On ne pensera pas avoir perdu son temps à me suivre, si on a compris que les divers états d'âme qu'on peut trouver autour de nous correspondent à une phase nécessaire de l'évolution humaine, et que, l'essentiel pour chacun étant de se régler, il faut laisser à chacun les règles qui lui conviennent. Les croyances fétichiques des jeunes enfants leur sont fort salutaires. On peut les utiliser, sans plus attendre, pour incliner ces êtres délicats dans de bonnes directions (1). Le polythéisme ne compte guère de représen-

(1) Je me souviens d'un petit garçon qu'on était obligé de ménager beaucoup à cause de sa santé débile. Un jour, il ne voulait pas se laisser coucher, parce qu'il trouvait fort amusant de jouer avec des cigares pris dans une boîte. On lui exposa que les cigares avaient besoin de dormir et que, s'il continuait à les taquiner, ils ne se laisseraient plus fumer. Ce discours l'impressionna beaucoup et il remit en hâte les rouleaux de tabac dans la boîte.

sentants parmi les Occidentaux, parce qu'il correspond à des besoins que ceux-ci peuvent satisfaire aujourd'hui d'une façon moins primitive ; mais, sans sortir de France, nous rencontrons plusieurs monothéismes. Nous trouvons aussi des gens qui vénèrent la Justice et la Vérité, et qui mettent des majuscules à ces mots, pour mieux marquer de quelles hautes réalités ils en font les signes. Il y a enfin les positivistes. Seuls, ces derniers peuvent, sans contredire leurs propres principes, reconnaître que ces divers autres systèmes offrent, à ceux qui s'y plaisent, des avantages moraux certains, quoique de valeur inégale.

Nous avons, en effet, des préférés, parmi ceux que nous ne rallions pas, et j'ai déjà fait pressentir quels ils sont. Nous ne pouvons oublier que le catholicisme fut un des éléments qui contribuèrent à former notre pays. Dans l'obstination de Paris à refuser ses portes au Béarnais, tant qu'il n'aurait pas promis d'aller à la messe, nous voyons une preuve éloquente de l'attachement des Français à la tradition catholique, attachement qui survit, même après abandon de la foi aux dogmes chrétiens. Surtout, le catholicisme a institué toute une gymnastique morale, dont on trouvera sans doute un jour l'équivalent perfectionné, mais qu'il serait imprudent de faire disparaître avant de pouvoir la remplacer ; car ce n'est pas en imposant la récitation des manuels de morale laïque qu'on rendra superflue la savante culture que l'Église mit des siècles à élaborer. Je le répète, le Christ ne demande pas seulement la soumission ; il prêche aussi l'activité féconde au service d'autrui. On ne trouve ce précepte ni dans la loi mo-

saïque, ni dans le Coran, et, avec ses nébuleuses rêveries, la métaphysique peut bien enfler l'orgueil, elle dessèche plus sûrement encore le cœur qui s'en nourrit. Enfin, nous préférons la religion romaine au protestantisme, parce qu'elle relie beaucoup mieux les hommes entre eux, et que sa hiérarchie sacerdotale entretient ce respect des compétences, faute duquel une société tombe à l'anarchie. Ces considérations feront comprendre, je l'espère, pourquoi Auguste Comte, qui souhaitait l'abolition du budget des cultes, a manifesté clairement ses sympathies, en imposant à ses exécuteurs testamentaires de verser une petite annuité au clergé catholique, le jour où serait réalisée la séparation des Églises et de l'État ; tandis qu'il a gardé un silence complet touchant les autres corporations religieuses ou philosophiques.

En somme, dans la mêlée des opinions qui ne sont pas les nôtres, nous avouons à haute voix que certaines l'important en bienfaisance. Mais marquer ses préférences n'équivaut pas à les imposer, et cela n'entrave en rien ceux qui en ont d'autres. Durant la période transitoire qu'il nous faut traverser, toutes les doctrines comptant des adeptes autour de nous peuvent coopérer indirectement à maintenir un certain ordre social, en fournissant aux individus des directions en rapport avec leur développement personnel. On doit seulement veiller, — et ce serait le propre rôle de l'État s'il comprenait sa mission, — à ce que le prosélytisme des uns et des autres ménage toujours l'indépendance légitime de chacun. Nul de ceux qui se disent apôtres ne saurait s'en plaindre, et s'ils étaient bien sincères dans l'attitude

qu'ils affichent tous, ils se joindraient à nous, quand nous réclamons une complète liberté de prêcher et d'enseigner.

Car nous voulons que toute latitude soit laissée aux initiatives pédagogiques qui existent ou qui peuvent surgir. Nous voulons même que l'État renonce à s'occuper de l'instruction de ses futurs citoyens, en tout cas qu'il supprime, dans ses écoles, tous les livres, toutes les leçons où il est traité de la religion, de la philosophie, des bases de la société, de la règle des mœurs. Sur ces points les Français sont divisés. Qu'on les laisse discuter entre eux. Les positivistes ne redoutent point les luttes de la pensée. Quand ils ne parviennent pas à convaincre, ils terminent le tournoi en disant aux contradicteurs : « Votre synthèse est une des haltes de l'esprit humain. Les haltes sont faites pour permettre le repos temporaire. Donnez donc à vos forces tout le repos qu'elles réclament. Mais gardez-vous de troubler par vos violences ceux qui font l'étape à un autre endroit. Sinon notre premier mouvement serait d'accourir, pour leur prêter main-forte contre vous. »

On ne manquera pas de nous objecter que, au lieu d'autoriser le libre enseignement, nous devrions conclure à ce que toute influence dogmatique fût écartée de l'enfant tant que dure sa formation. Les loges maçonniques émettent parfois des vœux en ce sens et proposent des peines fort graves pour les parents qui enfreindraient la loi. Personne, d'ailleurs, et les maçons moins que les autres, n'attribue ces manifestations au culte de la liberté, ni même à des sentiments de tolérance. Mais le sophisme est trop spécieux pour que je ne m'arrête pas à l'examiner.

Les purs anarchistes sont seuls à prétendre que l'enfant doive être traité comme le jeune poulain abandonné à lui-même dans une pâture. Encore peut-on constater qu'ils tempèrent fortement leurs théories, quand ils ont à les appliquer. Eux exceptés, on reconnaît assez généralement l'importance de l'éducation. Nous avons vu que, dans son ensemble, notre espèce apprend fort laborieusement à se soumettre. Cet apprentissage doit se renouveler pour chacun de nos jeunes contemporains, et il présente toujours de sérieuses difficultés. Sans doute, l'autorité des parents, celle du père surtout, peuvent toujours fournir l'*ultima ratio*. Mais l'expérience courante montre qu'il est peu sage de s'en tenir à cette méthode sommaire. Aux natures peu élevées, elle apprend à se soumettre par intérêt personnel, ce qui peut les conduire soit à l'hypocrisie, soit à l'arrivisme dédaigneux des scrupules lorsque rien ne menace nos aises. Quant aux enfants qui ont quelque noblesse native, cette même méthode risque de les jeter dans les violences de la révolte, justement parce qu'ils trouvent bas de se courber par crainte.

Au vrai, il n'y a de soumission désirable que celle qui nous plie devant des supériorités librement reconnues. L'éducation doit donc préparer, autrement que par la menace grossière du châtement, à reconnaître l'existence des nécessités supérieures que comporte, pour l'homme, son existence en commun avec ses semblables et avec les autres êtres. Pour y parvenir, les anciennes croyances théologiques sont d'une aide d'autant plus efficace que l'enfant y trouvera souvent des concordanances avec son état intime. Nous n'irons pas, d'ail-

leurs, jusqu'à prétendre qu'on ne puisse rien tirer de bon des doctrines métaphysiques. Et, quant au positivisme, nous avouons sans détour que son accommodement direct aux besoins dont il s'agit nous semble assez loin encore de ce qu'on peut lui demander à l'heure présente.

Mais qui décidera sur le choix des doctrines devant servir de points d'appui aux éducateurs ? Nous répondons : la famille. Elle est responsable de l'enfant (le Code civil lui-même le proclame). Elle doit donc être munie du plein pouvoir de le diriger par les moyens qui lui semblent les meilleurs. Le plus souvent, elle le dirigera suivant les traditions dont elle aura hérité, et ceci sera encore excellent ; car il y aura de fortes chances pour que ces traditions s'harmonisent avec les tendances qui revivront en lui. Enfin, pères et mères se trouvent mieux placés que personne pour observer comment se comportent leurs filles et leurs fils, et pour choisir le genre de discipline qui paraît devoir produire en eux de bons résultats. Il suit de là que le choix des maîtres et des écoles doit appartenir à la famille. Il en découle aussi que l'État se comporte en brouillon fort malfaisant, quand il entrave la liberté d'enseigner.

III

Nous nous proposons de combattre ici, et très vigoureusement, pour cette liberté. L'Église a été séparée de l'État avec un concours de mesures odieuses, et, tout de même, nous serions tentés de féliciter nos anticléricaux,

si nous pouvions le faire sans ironie pour leur sottise, qui n'a pas prévu quelle dignité nouvelle on allait rendre au sacerdoce, débarrassé d'une humiliante tutelle. Mais nous continuons à payer, chez le percepteur, pour l'entretien d'un clergé laïque qui prêche dans nos facultés, dans nos lycées, dans nos écoles primaires. Il ne proclame plus la divinité du Christ, ni le devoir d'obéir au pape ; mais il a tout de même son *credo*, qu'on élabore dans les bureaux de l'Instruction publique. Pour mieux nous l'imposer, on fait des conditions chaque jour plus rigoureuses à ceux qui veulent enseigner autre chose sans pourtant rien demander aux contribuables. C'est un scandale et on nous entendra crier notre indignation. Nous y mettrons d'autant plus de vigueur qu'on ne peut nous soupçonner d'arrière-pensées. Nous n'ignorons pas combien ces tentatives demeurent vouées à l'insuccès final, parce qu'elles s'opposent à un flux trop puissant pour qu'il n'emporte pas un beau jour les faibles digues dressées par notre faible État. Mais, pour le présent, l'Université, citadelle de la métaphysique, nous encombre de sa domination. Elle usurpe une place qui doit rester vacante, tant que les Français ne seront pas unanimes sur la religion, la morale et la sociologie. Elle empêche les adeptes des différentes doctrines de se compter loyalement et de se ranger avec franchise sous la bannière qu'il leur plaît de suivre. Sans elle, les groupes pourraient faire enfin le pacte de lutter à armes courtoises sur les questions qui les divisent, et de travailler ensemble à la solution des autres. D'importantes pièces de la machine sociale se trouveraient, par ce fait, remises à leur place naturelle. Les lignes géné-

rales d'un ordre plus complet s'ébaucheraient alors d'elles-mêmes devant les regards. Tandis qu'avec les tracasseries pédantes de l'État, tous doivent se débattre dans l'obscurité et la confusion.

Enfin, en dehors de l'enseignement, la liberté spirituelle se trouve encore violée de différentes manières. Nos bureaux officiels décoorent des artistes, des poètes, des savants, et par là ils classent leur mérite ; en quoi ils ont tort, parce qu'ils sont incompetents. Les lettres d'or qui étalent sur nos cuirassés les mots de *Justice, Démocratie, Ernest Renan, Jules Michelet*, prétendent à nous imposer des vénérationes que nous sommes en droit de rejeter. Notre gouvernement organise des apothéoses, comme celle de Zola. Chaque dimanche, nos ministres, légats en redingote, s'en vont courir le pays pour consacrer la mémoire de quelque mort qu'on se hâte de canoniser, afin que le paradis laïque se meuble au plus vite d'un nombre convenable de Bienheureux.

Hélas ! nos arrière-neveux riront bien de nous. Ceux qui chercheront à démêler les raisons de ces folies devront se donner beaucoup plus de mal que pour comprendre comment le polythéisme hindou, avec ses milliers de dieux, put servir d'assises à une civilisation séculaire. Condamnés à vivre dans une maison d'aliénés où les pensionnaires sont beaucoup plus sains d'esprit que les gardiens, nous devons tout tenter pour en sortir et délivrer nos compagnons. Nous reviendrons donc souvent sur la liberté spirituelle. Nous nous répéterons beaucoup. Nous varierons le plus possible les termes de nos arguments, afin qu'il s'en trouve pour les mentalités les plus diverses. Il nous arrivera de quitter les régions

sereines de la démonstration pour décocher des traits aux pontifes ridicules qui se croient des oracles parce qu'ils possèdent des parchemins revêtus d'un timbre ministériel. Nous ferons flèche et feu de tout bois. Et, dussions-nous n'être témoins d'aucun succès pour notre cause, nous garderons la certitude qu'un jour viendra où nous serons approuvés.

ANTOINE BAUMANN.



QUELQUE abusive que doive devenir la libre discussion dans un milieu dépourvu de convictions quelconques, il faut toujours la respecter comme nécessaire à l'avènement de la discipline intellectuelle et morale qui réglera son cours ultérieur.

AUGUSTE COMTE.

SUR L'APPRENTISSAGE

(Pour compléter la note sur l'apprentissage de M. C. Kula parue dans notre dernier numéro, M. A. Vaillant nous communique le bref rapport qu'il avait présenté au Congrès national de l'apprentissage de Roubaix.)

J'assiste aux travaux du Congrès surtout en qualité de congressiste ayant répondu, dès la première heure, à l'invitation de M. le président Villemin, et non pas seulement comme l'un des délégués auxquels la vieille Société des architectes français a confié l'honneur de la représenter ici.

Je prends donc la parole en mon nom seul.

Je ne la prends d'ailleurs que parce que j'y suis forcé, pour redresser une erreur contre laquelle je lutte trop vainement depuis deux ans.

Dans le rapport présenté à ce congrès on parle beaucoup du *préapprentissage*, et je vois que l'on continue à donner à ce vocable nouveau, à ce néologisme, un sens qui n'est pas celui qu'il comporte.

Je demande qu'il me soit permis d'en indiquer la signification, parce que je crois en avoir le droit, étant le premier qui en ait fait usage dans un travail que j'ai fourni au Congrès de l'apprentissage d'avril 1909, à Paris.

Le préapprentissage est la partie de l'apprentissage que le patron ne peut plus donner, du moins en dehors des petits ateliers où le patron est lui-même le chef d'atelier.

Le patron ne peut plus donner cette partie de l'apprentissage à cause de l'organisation économique des ateliers modernes. L'enfant à former n'y intéresse plus personne. On l'occupe comme un domestique, domestique dans le mauvais sens du mot.

Et cependant, c'est à ce moment-là, au début de sa participation au travail national, qu'il réclame les soins les plus éclairés, les plus intelligents. Mais c'est aussi à ce moment qu'il coûte.

Cette situation anormale n'implique pas, toutefois, que l'apprentissage de l'apprenti doive se faire ailleurs qu'au milieu des contingences de métiers. Ces contingences sont indispensables à l'éducation, autrement dit à la formation de l'apprenti, futur ouvrier.

L'exemple donne la leçon, a-t-on justement dit; j'ajoute : et la pratique l'introduit dans la nature même de l'enfant pour l'amener à l'habileté.

Voilà pourquoi nous affirmons que l'apprentissage, l'éducation de métier, ne peut se faire qu'à l'atelier; et que l'atelier patronal ayant cessé d'être tutélaire à l'apprenti, c'est dans un autre atelier semblable, mais organisé à cet effet, qu'il faut faire ce que j'ai appelé le préapprentissage, pour continuer ensuite l'apprentissage dans l'atelier du patron.

Ce ne sont pas des ouvriers d'élite qu'il importe de former, ce sont des ouvriers aimant et s'intéressant au travail de leurs mains. N'exagérons donc pas et songeons que les apprentis, devenus ouvriers, capables

d'aller au delà du travail ordinaire de l'atelier, sauront toujours trouver le chemin qui les conduira au but qu'ils ambitionnent, sans qu'on y engage aussi coûteusement et inutilement qu'on paraît vouloir le faire les trop nombreux sujets destinés à rester en route quoi qu'on fasse.

Rappelons-nous toujours ce mot d'un éducateur belge, M. Stewens : « la plume chasse l'outil ».

Le préapprentissage étant la partie de l'apprentissage abandonnée par le patron, c'est la corporation qui le doit recueillir. C'est la corporation qui doit l'organiser, le diriger. Cela sans que l'État ait à intervenir. Il est incompétent. Le rôle des pouvoirs publics est d'obliger les corporations à s'organiser afin qu'elles pourvoient elles-mêmes aux besoins des métiers, des industries et du commerce.

Le préapprentissage installé à l'école primaire serait plus qu'une faute. Ce serait absurde et inutile.

L'instituteur, de sa nature, est un étranger pour les métiers.

Vouloir mettre le préapprentissage dans les classes, ou à côté, c'est tout troubler, sans qu'on puisse trouver aucun élément d'économie. Les bâtiments scolaires sont organisés suivant des règles définies à la suite de la loi Ferry. On ne pourrait comprendre qu'ils soient transformés ou agrandis suivant des règles nouvelles ; ce qui ne pourrait se faire sans des dépenses supérieures à celles que les ateliers très simples, mais d'ordre très différent, exigent, ateliers que l'on peut trouver construits et qu'il suffit d'adapter.

L'école et l'atelier sont deux choses. L'une est le lieu de

l'enseignement, l'autre est celui de l'éducation. Ce qu'il faut à celui-ci, ce sont des éducateurs capables de discipliner ; car on n'est bon ouvrier qu'après l'acquisition de la discipline du métier. En cela les métiers ne diffèrent pas des professions. Les uns et les autres ont pour base : le devoir.

Dans la proclamation de l'absolue liberté des métiers et des professions de 1789, ce qui a été supprimé surtout, c'est la surveillance et la discipline corporative ; c'est par suite la qualité du travail, par conséquent l'apprentissage.

Aujourd'hui il faut le restaurer.

Qu'on me permette maintenant une observation :

Nous n'admettons pas que l'on continue à dire que nous avons établi le préapprentissage sur la base d'un métier type, celui de ferblantier. C'était l'idée de M. Kula. Ce fut aussi la mienne à un certain moment. Mais il y a longtemps que j'ai reconnu et montré combien il est facile de tirer des métiers intéressés les éléments de formation physiques, physiologiques et intellectuels en vue de l'acquisition, — « le conscient passant dans l'inconscient », — de la discipline de métier.

Dans l'apprentissage il n'y a pas de pédagogie. L'œuvre des siècles prouve que le pédagogue infailible fut toujours : l'exemple, l'action et l'expérience, en vue de l'œuvre et par l'œuvre.

Encore une fois, n'exagérons rien. Ne recherchons pas la formation des élites qui, d'elles-mêmes, savent surgir de leur milieu. Mais efforçons-nous de faire que ce milieu soit de la plus haute valeur morale. Le préapprentissage en est le pré-moyen.

Voici maintenant l'unique vœu que je propose et sou-
mets à la section et au Congrès.

Vœu : que les pouvoirs publics réorganisent les cor-
porations de métier en vue de la préformation des appren-
tis, l'apprentissage devant toujours être parachevé dans
l'atelier patronal.

Le reste nous sera acquis par voie de conséquence.

A. VAILLANT,

*Membre de la Société centrale des architectes,
Vice-Président de la Société pour le développement
de l'apprentissage dans les métiers du bâtiment.*



CHACUN a des devoirs et envers tous ; mais personne
n'a aucun droit proprement dit. Les justes garan-
ties individuelles résultent seulement de cette univer-
selle réciprocité d'obligations qui reproduit l'équivalent
moral des droits antérieurs sans offrir leurs graves dan-
gers politiques. En d'autres termes, nul ne possède plus
d'autre droit que celui de toujours faire son devoir.

AUGUSTE COMTE.

Revue des Opinions, des Faits et des Idées

LA VIE CHÈRE

En ouvrant une vaste enquête sur « la vie chère »,
l'*Express du Midi* avait posé ces questions : 1° *Quelles
sont les causes du renchérissement de la vie* ; 2° *Quels
sont les remèdes à y apporter en sauvegardant les in-
térêts également respectables des producteurs et des
consommateurs* ? Dans son numéro du 7 octobre, l'*Ex-
press du Midi* publiait cette réponse que lui avait faite
M. G. Deherme :

Monsieur le Rédacteur en chef,

La cause du renchérissement de la vie, c'est le désordre
social.

Le prix est déterminé par le rapport de la production à la
consommation. Les progrès de la production font baisser les
prix, les excès de la consommation les font hausser. Or l'in-
dividu dissocié n'a qu'un idéal : produire le moins et con-
sommer le plus possible. Et il l'atteint de plus en plus facile-
ment. Il en résulte la désertion des campagnes, le fonction-
narisme insensé que nous avons à entretenir, l'encombrement
des « classes moyennes », c'est-à-dire la multiplication à l'in-
fini des intermédiaires, — enfin, le formidable contingent de
ceux qui prétendent à vivre sur la production nationale.

Voici des chiffres que je viens de publier dans *la Coopéra-*

tion des Idées : en 1866, les producteurs représentaient 85 p. 100 de la population active : en 1901, 81 p. 100 seulement. Cependant les professions commerciales passaient de 7 à 10 p. 100 et les professions libérales de 8 à 9 p. 100 ; en 1896, il y avait 3.796.000 ouvriers agricoles ; en 1901, il n'y en avait plus que 3.407.000. La diminution a donc été de 9 p. 100. Et cependant les professions commerciales s'accroissaient de 13 p. 100, passant de 1.494.666 à 1.696.539. Enfin, en trente ans, de 1866 à 1896, pour Paris seulement, l'effectif des petits commerçants, fonctionnaires, employés de banque, professions libérales et domestiques, a doublé, passant de 323.000 à 642.000.

Il va sans dire que le sabotage imbécile en bas, l'agiotage criminel en haut, le gaspillage partout, ne font qu'aggraver la situation.

On a pu dire de la République parlementaire qu'elle n'était pas un gouvernement à bon marché. Il est vrai, l'anarchie est chère...

Je ne crois pas à la vertu des expédients et qu'on peut guérir le malade en évitant de s'en prendre à la maladie. Aucun expédient législatif, autoritaire ou révolutionnaire ne peut contraindre la foule des individus dissociés à produire plus et à consommer moins.

Il n'y a donc qu'un remède : revenir à l'ordre. Il y faut non seulement un changement politique, mais encore de profondes transformations sociales, et surtout une réforme complète des opinions et des mœurs. A la base sera donc le rétablissement d'une forte discipline intellectuelle et morale. Nous pourrons ensuite réorganiser la consommation par la coopération et la production par la corporation. La famille se reconstituera d'elle-même. Elle revivra dans l'ordre. A l'État, il faudra un chef...

A l'heure présente, les Français paraissent bien éloignés de ce bon sens. Ils s'en rapprocheront, soyez-en assuré. Le malheur est un bon maître. La France ne se laissera pas périr. Elle a deux flambeaux lumineux pour reconnaître sa voie : le catholicisme et le positivisme. Ces deux grandes doctrines sont en

mesure de prendre la direction du mouvement régénérateur. Ne désespérons pas.

CE BON PUBLIC

Le représentant d'une grosse maison de laiterie de Paris nous a révélé le fait suivant :

On voulait, il y a deux mois, faire monter le prix du lait à Paris. La sécheresse et la fièvre aphteuse semblèrent une occasion excellente. Mais il fallait cuisiner l'opinion. C'est alors qu'on organisa une campagne de presse pour laquelle les syndicats de laiterie fournirent cent mille francs. Et, alors, on vit des informations sensationnelles : *Paris va manquer de lait*. — *La disette pour les nourrissons*, etc... L'alarme fut si bien jouée qu'elle gagna les ministres, le préfet de police, le conseil municipal. Le résultat de ce grossier battage fut que le public a accepté sans regimber de payer un sou de plus par litre, ce qui, pour les deux à trois millions de litres de lait vendus à Paris, représente un gain de 100 à 150.000 francs par jour. Ce bon public !...

AVEU A RETENIR

Un journal pédagogique, *Le Petit provincial et le Maître pratique réunis*, fondé et dirigé par des instituteurs, journal qui prône sur tous les tons l'enseignement d'État antireligieux, laïque, a publié dans l'éditorial du 14 octobre dernier cet aveu bon à retenir :

« Des gamines de cours supérieurs et de cours complémentaires, aussi bien des écoles publiques que des écoles privées,

viennent journellement, dans les grandes villes, chercher des lettres d'amour, de rendez-vous, de « débauche » enfin, que l'État reçoit à leur adresse, moyennant dix centimes, et qu'il leur remet à elles seules... Quelle est l'institutrice, quel est l'instituteur qui n'a pas vu de jeunes écoliers ou écolières des villes venir chercher des lettres à la poste restante, leur cartable sous le bras ! »

Bien entendu, l'auteur de cet article ne s'inquiète point de la démoralisation des écoliers. Il n'en a qu'à la poste restante qu'il veut réglementer. C'est attribuer à la pince-monseigneur, au couteau ou au browning, les méfaits de l'apache.

PAR TOUS.



TOUTE avidité pécuniaire, comme toute ambition temporelle, deviendra bientôt une source légitime de suspicion envers ceux qui, aspirant au gouvernement spirituel de l'humanité, indiqueraient ainsi au peuple leur insuffisance morale, ordinairement liée à une secrète impuissance mentale.

AUGUSTE COMTE.

LA QUINZAINE POLITIQUE

La Coopération des Idées, agrandie et transformée, inaugure une rubrique politique. On entend assez bien que nous ne nous proposons pas d'apporter la même ardeur que nos confrères quotidiens à supputer les chances du politicien Briand contre le politicien Caillaux. Un probabiliste lui-même hésiterait à ranger, dans l'histoire des causes et des effets, l'éventualité d'un retour de M. Briand aux affaires au-dessus du grain de sable de Cromwell. Pareillement, il conviendra de chercher ailleurs qu'ici la trace de l'émotion suscitée par le maintien de la candidature d'un unifié au second tour d'un scrutin difficile. Il n'y a pas, parmi nous, de Sieyès en mal d'une nouvelle Constitution écrite. On peut même craindre qu'un échec de la représentation proportionnelle au Parlement ne nous trouve dans les sentiments d'une étonnante indifférence.

Toujours placé au point de vue d'ensemble, le positiviste fait profession de négliger et de dédaigner ces menus incidents de la vie politique, amplifiés, bien au delà de leur importance réelle, par la presse. Il a sans cesse présent à l'esprit le Tableau de l'avenir humain, brossé, d'une touche si large et si vigoureuse, par Auguste Comte, dans sa *Politique positive*. Il cherche à

discerner, dans l'avenir, les premiers linéaments de la République occidentale constituée, par voie d'unité spirituelle, sur les ruines des grandes dominations temporelles, dissociées et démembrées. Et son espérance ne s'enflamme qu'à la perspective de la paix positiviste dont la paix romaine et le Moyen âge n'auront été que des approximations. De ces hauteurs, l'on court moindre risque de n'apercevoir qu'une face de la vérité, ainsi que la chose advient à beaucoup trop de contemporains, et de prendre pour des solutions définitives les solutions relatives, empiriques et provisoires que nécessitent les problèmes temporels de l'heure présente.

Toutefois, une pareille habitude d'esprit n'est pas sans dangers. Elle pourrait, si l'on n'y prenait garde, faire prédominer la méditation et la contemplation sur l'action. A mesurer ainsi l'énorme disproportion des moyens avec le but à atteindre, l'on s'exposerait au péril de consumer, dans un détachement philosophique et découragé, la courte période d'activité impartie à tout homme venant en ce monde.

Comte, pour sa part, n'était pas tombé dans cette erreur. On peut sourire de la candeur utopique avec laquelle il prenait un soin méticuleux d'investir le triumvirat chargé, le cas échéant, de s'emparer du pouvoir politique. Il ne nous en coûte pas de reconnaître que le Maître, semblable en cela aux grands théoriciens, n'était peut-être pas un guide très sûr dans les détails d'application. Mais le souci qu'il faisait paraître, pendant la crise de Quarante-Huit, de mettre ses disciples en posture d'accepter les responsabilités du pouvoir, n'en constitue pas moins une leçon à retenir. Les positivistes n'ou-

blieront pas que le moment approche peut-être où ils auront à faire face à de grands devoirs. C'est à définir ces devoirs et à guetter l'occasion que sera surtout consacrée la rubrique ouverte aujourd'hui. N'est-ce pas au pouvoir temporel, dans la pensée de Comte, qu'il échet de remplir l'interrègne du pouvoir spirituel ?

La dictature alors ? Eh oui ! Deherme a eu le courage de prononcer le mot redoutable qui effraie et scandalise les âmes faibles. L'auteur de ces lignes a éprouvé trop de peine à vaincre ses propres répugnances, pour ne les point comprendre et excuser chez les autres. On s'y accoutumera et on y viendra. Simple question de violence à faire à un préjugé plus d'ordre littéraire que sentimental. C'est l'*Histoire d'un crime* qui nous hante encore.

Plus pour longtemps. Nous avons accompli du chemin depuis quarante ans. Les faits ont inexorablement réfuté la théorie spencerienne, sous sa forme absolue, l'anarchisme, et sous sa forme mitigée, le parlementarisme. Qu'ils aient été jusqu'au bout de l'illusion libérale et démocratique ou qu'ils se soient arrêtés au premier stade, ceux qui réfléchissent et observent, que ne retiennent pas, sur la pente des aveux, un faux point d'honneur, le respect humain, la lâcheté intellectuelle ou l'intérêt personnel, commencent à revenir de leur excursion au pays de chimère et d'utopie. Le monde sera de moins en moins gouverné, prophétisait Herbert Spencer, proclamant ainsi la cause fondamentale de son dissentiment avec Comte.

A qui l'événement a-t-il donné raison ? Spencer est mort dans l'amertume de la désillusion.

Jamais le besoin d'être gouverné n'est apparu aussi

fort. Jamais ce besoin ne s'est mis, avec autant d'âpreté, à la recherche d'un organe, et n'ayant trouvé à sa disposition, à défaut du pouvoir central subverti, ou inexistant, que le pouvoir local, il s'en est, vaille que vaille, accommodé. Le monde est mal gouverné, mais il n'est pas moins gouverné qu'autrefois.

Nous ne connaissons du régime représentatif ou parlementaire, fonctionnant sur ses deux terres d'origine, la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique, que le roman et la légende. Il faut en étudier l'histoire, vraie et objective, dans le magistral travail de M. Ostrogorski. Rien ne demeure de l'institution initiale que le geste auguste de l'électeur, le vain simulacre du bulletin de vote jeté dans l'urne. La Machine et le Caucus, en Angleterre comme en Amérique, grâce à leur formidable emprise sur le citoyen et le représentant, les ont réduits à un rôle instrumentaire et passif. Le pouvoir local a repris tout l'héritage du pouvoir central en y ajoutant ce qu'entraîne de désordonné, d'incohérent et d'instable une pareille usurpation. C'est merveille d'évaluer la somme d'oppression et de tyrannie que la force des choses a pu extraire du régime public considéré jadis comme le plus propre à diminuer, sinon à anéantir, la part du gouvernement et de l'autorité. Quelle monarchie absolue a été plus secrète, plus despotique que le régime parlementaire avec ses parades électives ?

Et nous aboutissons à ce paradoxe, qui assombrissait les dernières années d'Herbert Spencer. C'est auprès des disciples de Comte, l'autoritaire, que la liberté spirituelle, menacée et pourchassée, a trouvé son suprême refuge, dans le positivisme que s'épanouira l'âme de

bonté et de vérité qui se trouve dans le libéralisme, comme dans toute doctrine erronée.

Le pouvoir local ! L'association de ces deux mots si simples inonde de clarté la question politique. Elle synthétise le passé et le présent du parlementarisme, comme elle renferme son avenir. Toute la critique, si verveuse et si pénétrante, que Leverdays a faite des assemblées parlantes, découle de cette locution comtiste, si riche de sens. Porter au pouvoir central l'expression des désirs populaires, contrôler l'emploi des deniers publics, la capacité du pouvoir local, incarné dans les assemblées élues, ne va pas au delà. Locale, leur autorité ne l'est pas à demi. Locale par son inaptitude à s'élever à la notion d'un intérêt supérieur et permanent, locale par sa facilité à se laisser corrompre et tromper, locale par sa mobilité et sa fantaisie. Mélange étrange de débilité et de despotisme, tel nous apparaît le pouvoir local, dès qu'infidèle à sa mission naturelle et sorti des limites de sa compétence, force lui est, sous la pression d'une nécessité immanente, de s'ériger en substitut du pouvoir central.

Nous le voyons à l'œuvre, chez nous. Il tremble devant les coteries qui l'asservissent et entreprend sur le gouvernement de la famille. Il compose avec les organisations révolutionnaires et se montre arrogant à l'égard des corps intermédiaires. Il se subordonne à l'argyrocrairie et prétend à la direction du capital industriel et agricole. Dans le même temps qu'il s'essaie à manier la gigantesque mécanique administrative forgée par Bonaparte, il la fausse et la détériore. Il flatte et encourage la démagogie et reste impuissant à satisfaire aux légitimes

aspirations du prolétariat. Incapable d'avoir une doctrine et de s'y tenir, il s'empare brutalement, dérision suprême ! du pouvoir spirituel. Il est tout à la fois ridicule et orgueilleux, imbécile et entreprenant, impuissant et tyrannique.

Le jour n'est pas loin où toutes les classes discerneront clairement cette série d'évidences :

Il n'y a pas de société sans gouvernement temporel, d'autant plus fort que le pouvoir spirituel est plus faible.

Le pouvoir local est inhabile à l'exercice de ce gouvernement.

Seul, un pouvoir central, dans la signification positiviste de cette locution, possède les promesses de l'impartialité, de la compétence et de la continuité.

Le programme immédiat de politique positiviste se résume donc en ces termes :

Réduire le pouvoir local à l'impuissance de mal faire et le ramener dans le champ de ses attributions natives.

Aviser aux moyens de faire cesser la vacance du pouvoir central.

Sous cette rubrique, que nous confie l'amitié de Deherme, nous nous efforcerons de faire porter à ces trop brefs prolégomènes toutes leurs conséquences théoriques et pratiques.

REMY ANSELIN.



LE parlementarisme est un régime d'intrigue et de corruption où la tyrannie est partout et la responsabilité nulle part.

AUGUSTE COMTE.

La Vie à Landerneau-des-Lettres

Landerneau-des-Lettres est une petite ville au milieu de la grande, elle a ses mœurs spéciales qui valent d'être étudiées et décrites. Les individus qui l'habitent peuvent être groupés selon les grandes classes suivantes :

Les Auteurs ; — les Éditeurs ; — les Critiques ; — les Lecteurs.

Nous étudierons au hasard des circonstances, et selon la méthode des zoologistes, les caractères de chacune de ces classes et des individus qui les composent.

Nous étudierons de même les institutions et les lois de cette petite république, ainsi que les produits de son sol fertile.

Nous espérons que notre petit essai de géographie sera accueilli du public avec une faveur analogue à celle qui récompense de leurs peines les explorateurs des contrées sauvages de l'Afrique centrale. Il faut à peine moins de courage en effet pour pénétrer chez les indigènes de Landerneau-des-Lettres que pour se risquer au milieu des populations anthropophages qui avoisinent le lac Tchad !

J'étonnerai beaucoup de gens en leur révélant que beaucoup de *Landerniens* se nourrissent de chair humaine et se plaisent à exécuter, autour de leurs victimes,

la plus frénétique des danses du scalp. Si je suis encore assez vivant pour rapporter les faits étranges dont j'ai été témoin, c'est sans doute grâce à la coriacité sans exemple de mes tissus. Je ne dois qu'à cette particularité anatomique d'être sorti à peu près sauf d'entre les mains des plus notoires mangeurs de viande crue de l'heureuse contrée dont je me fais le géographe et l'historien. Mais je ne conseille à personne de tenter l'aventure et j'avertis les explorateurs de n'entreprendre le périlleux voyage, que s'ils sont sûrs de leur courage, de leur ténacité et de leur chance. Avec, en plus, une bonne plume de fer et une solide cuirasse de mépris, on peut sans courir de trop grands dangers aller à Landerneau-des-Lettres et s'y établir.

Il n'y a aucune chance pour un honnête homme doué de quelque génie d'y faire fortune. A peine peut-il espérer y gagner de quoi se nourrir de pain de seigle et se vêtir de bure. Mais s'il préfère à la sécurité du lendemain les joies de la lutte, il ne peut pas choisir de plus belle carrière que celle de contrebandier de l'Idéal à Landerneau-des-Lettres.

..

Les Critiques sont parmi les plus féroces des anthropophages de la ville dont je parle. Il y a ceux qui ont le courage de montrer leurs dents et de déchirer leur proie sans rien dissimuler de leur frénésie; ce sont presque les plus estimables.

Mais il y a aussi les bénisseurs; ceux-là ne veulent pas avoir l'air d'être méchants, et quand ils tuent leur en-

nemi, ils cherchent à démontrer que c'est pour l'aider à vivre.

La récente aventure arrivée au célèbre tueurs de lions Jules Gérard..., non, Jules Romains, est très révélatrice de l'hypocrisie dégoûtante de ces anthropophages sucrés.

Jules Romains a fait paraître en librairie un drame joué naguère à l'Odéon : *L'Armée dans la ville*.

Un Critique anonyme qui pense avoir lu cette pièce, déclare qu'elle lui a paru remarquable, qu'elle *semble* à la lecture une œuvre où il y a de la grandeur, et qu'il lui *plaît* de le déclarer !

Il aurait suffi, en somme, que l'œuvre de M. Jules Romains, bien qu'ayant paru remarquable à ce Critique, il ne lui plaise pas de le dire, pour que nous soyons privés à jamais du bonheur de connaître son opinion !

On frémit en pensant à ce qui serait arrivé si le Critique en question avait été, au moment de sa lecture, dans un état d'âme tel que rien ne lui soit apparu de ce qui lui a semblé, et qu'il lui ait plu de déclarer exactement le contraire de ce qu'il déclare !

Je ne sais pas ce que vaut *L'Armée dans la ville* et la personnalité de M. Jules Romains ne m'est pas sympathique, mais que penser d'un critique qui ose formuler un jugement sur des apparences et des semblants et selon son bon plaisir, sinon qu'il s'arroge, sans oser le dire, le droit de vie et de mort sur les auteurs qu'il juge.

A Landerneau-des-Lettres, il est extrêmement rare d'être jugé et condamné parce qu'on a violé des lois esthétiques. On l'est généralement parce que l'on déplait aux critiques officiels. Mais ceux-ci ont l'habitude, quand ils sont francs, de proclamer : cette œuvre est mauvaise ou cette

œuvre est bonne, et de ce jugement net on peut encore leur demander compte au nom de la Justice. Dans le cas qui nous occupe, le Critique esquivé toute responsabilité, et le contre-critique ou l'auteur n'ont aucun recours contre lui, car il n'y a pas moyen de prouver quoi que ce soit à un homme qui érige son caprice en justicier et qui nous fait savoir que c'est son bon plaisir seul qui l'incite à affirmer la bonne ou la mauvaise qualité d'une œuvre. Quelle valeur peut avoir pour un auteur le certificat de talent qui lui est donné dans ces conditions ? Et s'il a quelque fierté, comment ne repousserait-il pas avec mépris une approbation de son œuvre qui a l'air d'une aumône ? Un critique qui ose dire d'un écrivain, qu'il lui *plaît* de déclarer qu'il est quelqu'un, manifeste un dédain qui va jusqu'à la négation absolue de la personnalité de cet écrivain. Car qu'est-ce qu'une personnalité qui n'est définie que par la bonne grâce de l'étranger qui la proclame ?

Moins que rien.

Le jour où M. Jules Romains fut affirmé de la manière que nous rapportons, il a été implicitement nié.

Il y a là un exemple très curieux de l'hypocrisie des anthropophages sucrés de Landerneau-des-Lettres.

Nous citerons d'autres faits typiques relatifs aux mœurs de ce pays.

JEAN THOGORMA.



Les Livres qui font penser

L'École du bonisme, notes d'un pessimiste, par EDMOND THIAUDIÈRE, 2 fr. 50 (Fischbacher, éd., 35, rue de Seine). — Il y a deux façons d'être pessimiste. L'une fort vulgaire et très basse, parfois issue d'une fâcheuse digestion provoquée par des excès, consiste à déclarer la vie mauvaise parce qu'elle met trop d'obstacles aux aspirations de notre égoïsme. L'autre, beaucoup plus noble, florit surtout aux époques de transition, lorsque les opinions cessent d'être unanimes sur le but de l'activité humaine. Alors l'incertitude fait sentir ses angoisses aux âmes délicates. Elles trouvent aussi de trop nombreuses raisons de s'attrister dans ce fait que, en remuant le fond vaseux de la société, l'agitation générale fait monter à la surface tous les déchets putrides qui demeurent cachés en d'autres temps. Ne parvenant à découvrir d'autre refuge habitable que les solitudes de l'orgueil, elles s'y enferment obstinément pour éviter les éclaboussures salissantes, et on les entend psalmodier avec amertume des aphorismes hautains.

M. Thiaudière appartient, on le sait, à cette dernière famille. Mais, s'il ne découvre guère, autour de lui, que des motifs d'affection, il tâche à en faire un tonique bienfaisant pour lui-même et pour ses lecteurs. Je n'entreprendrai point d'analyser son livre, qui se prête mal à un résumé. C'est un recueil de maximes et de brèves remarques frappées comme des médailles au relief bien saillant. En les lisant, il arrive qu'on pense à La Rochefoucauld, à la Bruyère, et plus encore à Marc-Aurèle, à Épictète. De même que ces deux derniers s'accrochaient, avec des gestes un peu crispés, au système religieux qui avait fait la grandeur de la Grèce et de Rome;

de même notre auteur se refuse à rompre avec le christianisme, bien que ses insuffisances ne lui échappent guère. Dans son attachement à la foi traditionnelle, il lui arrive de renouveler, pour son propre compte, le pari de Pascal. Défaillance ! diront les sceptiques. Que non pas ! répondrons-nous. Le christianisme apporta au monde des promesses que la renonciation au surnaturel n'a pas épuisées, et cela M. Thiaudière le sent mieux encore qu'il ne l'exprime. Son désenchantement ne va pas jusqu'à lui faire proclamer le néant de la bonté. Il pense, au contraire, que *le bonisme* (c'est son mot) reste l'aboutissant de toutes les religions et de toutes les philosophies. Par là, ses conclusions ultimes, bien qu'assez vaguement formulées, échappent à la stérilité coutumière du pessimisme. Ceci nous amène à souhaiter que, après avoir cheminé longtemps sur les routes que tracèrent l'Écclésiaste et les stoïciens, il nous donne un jour quelque recueil de sentences sur cette bonté dont il a si bien dit qu'elle est *la rédemptrice de toutes les tares humaines*. Mais, d'abord, il faudra la définir, et il nous permettra de lui proposer cette formule d'un positiviste : « désir d'améliorer ». La bonté s'accommode aux fatalités, non pour s'y résigner passivement, mais pour les faire servir à son action modificatrice, et c'est pourquoi, malgré tant de motifs d'être morose, la vie garde plus que jamais tout son prix.

L'Alsace au lendemain de la conquête (1870-1874), par JEANNE ET FRÉDÉRIC RÉGAMEY, 3 fr. 50 (Jouve, éd., 15, rue Racine). — Le titre de ce livre pourrait être : *La Passion de l'Alsace* ; car il s'agit des quatre années durant lesquelles le joug prussien fut le plus dur aux annexés. Certaines pages font venir les larmes aux yeux. Les brutalités et l'hypocrisie qui se mélangent dans l'attitude des vainqueurs montrent bien qu'Auguste Comte ne se trompait pas en classant l'Allemagne au dernier rang parmi les cinq grandes nations européennes.

Pour administrer les provinces conquises, on envoie le rebut des fonctionnaires. Les Alsaciennes mettant trop de

zèle à secourir les prisonniers français qui rentrent dans leur pays, l'autorité ordonne que les trains qui les transportent ne s'arrêteront plus que dans les petites gares. Les accès de la fureur teutonne occasionnent d'étranges scandales. En voici un qui mérite qu'on ne l'oublie point. De grandes fêtes avaient été organisées pour l'inauguration de l'Université impériale à Strasbourg, et le baron d'Aufsess, savant fort honorable et fort réputé, était venu y prendre part. Le soir, il se retire de bonne heure, car son âge lui commande le repos. Pour appeler son valet de chambre, il se sert d'un sifflet. Fureur des Allemands à moitié ivres, qui se croient bafoués par des amis de la France. Deux professeurs de la nouvelle Université, MM. de Goltz et Binding, se jettent sur le vieillard, et leurs coups sont si violents que celui-ci meurt cinq jours après.

Mais le plus curieux dans ce tableau, c'est encore le chapitre des illusions que caressait l'orgueil germanique. Au mois de mai 1871, Bismarck annonçait qu'il fallait travailler à faire revivre en Alsace les vieilles traditions locales. « Plus les habitants de l'Alsace se sentiront Alsaciens, disait-il, plus ils se défendront de l'esprit français. Une fois qu'ils se sentiront complètement Alsaciens, ils sont trop logiques pour ne pas se sentir aussi Allemands. » Sans doute, dans la suite, le chancelier revint de son erreur, et il justifiait alors sa conquête par des nécessités de défense. Mais il semble bien que, cette erreur, il l'avait prise d'abord pour une vérité. Il oubliait l'histoire, et que les populations de la rive droite du Rhin étaient demeurées à l'état de hordes nomades jusqu'à Charlemagne, tandis que celles de la rive gauche connaissaient la vie sédentaire dès avant la venue de César dans les Gaules. Ou bien il ne se doutait pas que, si deux civilisations inégales se trouvent en contact, c'est la plus ancienne qui modifie l'autre, par quoi s'explique que les Allemands fixés en Alsace fassent souche, non d'Allemands, mais d'Alsaciens.

Soyons reconnaissants à Frédéric et Jeanne Régamey de nous parler de ces frères qui veulent rester nos frères. Avouons qu'à une certaine heure nous fûmes ingrats envers eux. Sans doute, il arrive que, parmi nous, leur spontanéité un peu

rude produise de l'étonnement. Mais que leur candeur loyale devient vite attachante ! Et, quand ils nous crient leur fidèle amitié, ils nous rappellent qu'un grand problème reste en suspens, pour la paix de l'Europe.

Propos d'un Français, par GABRIEL BONVALOT, 3 fr. 50. (E. Flammarion, éd., 26, rue Racine). — Il s'agit d'un recueil d'articles dont la plupart semblent remonter à quelques années en arrière. Si l'on excepte les pages consacrées à des sujets rétrospectifs — Vercingétorix, Vaucouleurs, Joinville, le maréchal Bugeaud (dont la physionomie demeure si intéressante) — l'auteur s'est surtout proposé de dénoncer une fois de plus, les maux et les erreurs dont nous souffrons : le sectarisme anti-religieux, le fonctionnarisme, le pacifisme, etc. Il le fait en bon Français. On pouvait, cependant, s'attendre, de la part de l'énergique explorateur que fut M. Bonvalot, à plus de vigueur dans l'attaque et surtout à des conclusions plus précises. Si les choses vont si mal chez nous, c'est que notre pays manque d'un chef responsable. Tant qu'on n'aboutit pas à le proclamer, on ne fait pas grand'chose. Or, le nombre de ceux qui le proclament augmente comme le flot à la marée montante. M. Bonvalot y viendra-t-il à son tour ?

ANTOINE BAUMANN.

Le Nouveau calendrier des grands hommes, traduit de l'anglais par CH. AVEZAC-LAVIGNE, deux vol. 6 francs. (Librairie E. Blanchard, 10, rue de la Sorbonne). — Les auteurs des « biographies des 558 personnages de tous les temps et de toutes les nations qui figurent dans le Calendrier positiviste d'Auguste Comte » sont eux-mêmes d'éminents positivistes anglais : E. Spencer, Beesly, J. H. Bridges, T. Fitz-Patrick; J. Carey-Hall, Frédéric Harrison, Mme F. Harrison, C. Gaskell Higginson, J. Kaines, sir Godfroy Lushington, Vernon Lushington, G. P. Macdonell, lady Macferren, Francis S. Marvin, Alfred Senier, S. H. Swinny.

Les treize mois qui divisent l'année portent le nom de : Moïse, Homère, Aristote, Archimède, César, saint Paul, Charlemagne, Dante, Gutenberg, Shakespeare, Descartes, Frédéric et Bichat. Ils sont consacrés, dans le même ordre, à célébrer la théocratie initiale, la poésie ancienne, la philosophie ancienne, la science ancienne, la civilisation militaire, le catholicisme, la civilisation féodale, l'épopée moderne, l'industrie moderne, le drame moderne, la philosophie moderne, la politique moderne et la science moderne.

« C'est en vue, nous dit, M. F. Harrison dans sa préface, de donner une conception générale du passé et de faire revivre, en parlant aux yeux, le sentiment de la continuité des âges, qu'Auguste Comte a publié, en 1849, un tableau qu'il désigna sous le nom de *Calendrier positiviste* ou vue concrète de la période préparatoire de l'histoire de l'Humanité... Le calendrier positiviste est un ensemble très pondéré, institué avec un soin immense pour indiquer l'importance relative de l'apport des races et des siècles dans le mouvement général. Il est le fruit de plusieurs années de méditations et a été soumis à la discussion d'esprits très compétents pendant tout le temps de sa préparation. Il n'existe, à notre connaissance, aucune autre classification des hommes éminents de tous les temps et dans toutes les branches de l'activité humaine qui le dispute à celle-ci... »

On ne saurait trop recommander la lecture de ce « manuel biographique de la marche générale de la civilisation ». Publié en France en 1895, cet ouvrage instructif était d'un prix assez élevé. Nous devons féliciter la librairie Émile Blanchard d'en faciliter la diffusion par la mise en vente de ces volumes de plus de 500 pages chacun au prix réduit de 6 francs les deux.

Inauguration du monument à Auguste Comte, discours prononcés par MM. A. BENOIST, FOUCAULT et PEZET (Roumégas et Déhan, imprimeurs à Montpellier). — Le monument d'Auguste Comte a été inauguré à Montpellier le 22 juin dernier. Ce monument, œuvre d'Injalbert, est la reproduction de celui qui a été érigé à Paris en 1902.

Dans son discours, M. Foucault, professeur de philosophie à la Faculté des lettres de Montpellier, a donné un résumé très condensé de la partie intellectuelle du positivisme. Il n'y manque que la chaleur fécondante et illuminatrice du cœur. On oublie trop que Comte ne s'est pas borné à penser; il a aimé, et profondément. Et c'est par là qu'il dépasse les plus grands philosophes.

Mme de Genlis. Sa vie intime et politique, par JEAN HARMAND, ouvrage orné de huit planches hors texte, 5 fr. (Perrin, éd., 35, Quai des Grands-Augustins). — L'auteur a suivi jour par jour la longue existence de Mme de Genlis. Et c'est la vie la plus agitée à l'époque la plus troublée qui soit. Pour s'y reconnaître, il a fallu certainement plusieurs années de travail.

Intrigante, artiste, moraliste, — « elle mettait, a dit une femme, les vices en actes et les vertus en préceptes », — éducatrice, auteur de plus de cent volumes, la maîtresse de Philippe-Égalité est sans doute, à tous égards, une personnalité médiocre; mais elle a joué un rôle considérable dans les terribles événements qui subvertirent la vieille société française, elle a approché et influencé les principaux auteurs du drame. De plus, comme Sieyès, elle a vécu, — et ce fut là son génie. Née en 1746, elle mourut en 1831.

L'ouvrage si documenté de M. Jean Harmand est donc une importante contribution à l'histoire si remplie de cette période de quatre-vingt-cinq ans. Au reste, il est plein d'agrément.

Le Français de nos enfants, par ARMAND WEIL et ÉMILE CHEMIN, 3 fr. 50 (H. Didier, éd., 6, rue de la Sorbonne). — Pour enseigner la langue française et le style à nos enfants, les auteurs proposent une méthode qui paraît excellente: l'observation directe, l'image. C'est, de plus, une éducation de l'attention et de la réflexion. A l'ancienne dictée, aux vieux devoirs de fantaisie, il s'agit, on l'entend bien, de substituer la narration sincère de ce que l'enfant peut observer autour de lui, de ce qui l'intéresse parce que c'est sa vie, ou l'expli-

cation d'une belle image qui représente ce qu'il peut comprendre. On enseigne aussi le goût, la compréhension de l'art par le dessin en demandant aux enfants d'illustrer un texte ou de dessiner une scène vivante. Les auteurs ont reproduit une centaine de devoirs ainsi composés par des enfants de dix à treize ans, et c'est nous convaincre de l'excellence de la nouvelle méthode.

Armand Carrel et Émile de Girardin, par LOUIS FIAUX, 3 fr. 50 (Marcel Rivière, éd., 31, rue Jacob). — Chef du parti républicain, Armand Carrel fut tué en duel, le 22 juillet 1836, à la suite d'une polémique de presse, par Émile de Girardin. Il avait trente-six ans.

Armand Carrel dirigeait *le National*, qui maintenait l'ancien prix d'abonnement à 80 francs, et Émile de Girardin présidait aux destinées de *la Presse* qui venait de provoquer une révolution dans le journalisme en réduisant le prix de l'abonnement à 40 francs. Querelle de marchands de papier, croit-on généralement. Il y eut autre chose, nous assure M. Louis Fiaux.

S'il n'est pas tendre pour Émile de Girardin, l'auteur est plein d'admiration pour Armand Carrel: « C'est comme une tradition vivante, dit-il. On attendait quelque chose de grand et d'utile tout ensemble de cet homme encore en deçà des limites de la jeunesse, qui a été tout à la fois plus qu'un journaliste de premier talent, plus qu'un homme haut de cœur et d'action courageuse, plus qu'un écrivain digne de prendre place au nombre de nos bons prosateurs, plus qu'un orateur précis et ému à l'occasion comme il convient à l'orateur, mais une tête politique puissante et sagace, un véritable homme d'État prêt à agir dans une démocratie se contraignant à évoluer avec ordre. Carrel réunissait plusieurs des supériorités de ces caractères privilégiés, destinés, au milieu d'un peuple, à persuader, à entraîner, à diriger. Il semblait que l'un des premiers rôles lui revenait de droit ». Suivant M. Louis Fiaux, le gouvernement de Louis-Philippe avait donc le plus grand intérêt à faire disparaître Armand Carrel.

Il en aurait chargé Émile de Girardin. C'est accuser celui-ci d'assassinat.

Mais c'est Armand Carrel qui provoqua Émile de Girardin. L'auteur prétend que celui-ci avait acculé Carrel à cette provocation au moyen d'un immonde chantage. C'est à croire, décidément, que de Girardin était le journalisme personnifié. Il anticipait.

Et M. Louis Fiaux nous dit le roman du jeune chef républicain. Il avait lié son existence à celle d'une femme mariée qui avait déserté son foyer pour le suivre, et le directeur de *la Presse* menaçait de publier la *biographie complète* d'Armand Carrel... Ce serait donc pour éviter ce scandale qui eût déshonoré son amie que Carrel voulut se battre. Et dans tout cela Émile de Girardin aurait été l'instrument du Gouvernement de Juillet!...

Sous les lauriers, par E.-M. DE VOGUÉ, 3 fr. 50 (Bloud, éd., 7, place Saint-Sulpice) — On a réuni ici les « éloges académiques » prononcés par M. Melchior de Vogüé. Ils concernent Désiré Nisard, le général de Marbot, Paul Bourget, Gabriel Hanotaux, F. de Lesseps, Henri de Bornier, Edmond Rostand, J.-M. de Heredia, Maurice Barrès, Bernadin de Saint-Pierre, Nicolas Gogol et les prix de vertu.

Ces discours ont le ton qui convient aux solennités académiques. Sur le moment, ils devaient faire grand effet. A la lecture, cela semble un peu forcé. Ce sont des hauteurs que les mots seuls peuvent atteindre. La pensée ne suit pas. Mais si ces cimes sont stériles, elles ne sont pas sans beauté. Les Français aiment l'éloquence pour elle-même. Et, certes, M. de Vogüé était éloquent.

Au Pays du soleil levant, par FRITZ KUMMER, 0 fr. 75 (Marcel Rivière, éd., 31, rue Jacob). — L'auteur est un militant syndicaliste allemand. Cet ouvrier métallurgiste a parcouru le monde, et ses « lettres sur le Japon » ont été vécues avant d'être écrites. Socialiste, croyant à l'égalité des races, ayant lu les récits merveilleux des littérateurs, il

croyait à la « civilisation japonaise ». Ce qu'il a vu et entendu ne lui a montré qu'une effroyable misère et tout ce que la plus grossière barbarie orientale peut produire.

Dans les faubourgs Hongo et Shitaya de Tokio, par exemple, « l'humanité se meut dans un monde inférieur comme niveau à celui des bêtes ». Et l'auteur ajoute : « La plupart des habitants de ces districts n'ont pas de logis et crèvent de faim... Celui que la fortune a favorisé de deux liards loue pour la soirée une espèce de tanière faite de chiffons et qui défie toute désinfection. Parfois, toute une famille occupe une de ces horreurs... Les restaurants à deux sen (quatre liards) composent leurs repas de viande où les insectes et les vers se sont livrés déjà de furieux combats... Le Japon ne s'appelle pas en vain le pays du suicide. »

L'auteur relate que les blancs qui vivent au Japon ne peuvent avoir aucune sympathie pour le Japonais. « Plus on le connaît de près, moins on l'estime... La malhonnêteté des commerçants japonais est universellement reconnue, personne ne la nie. Tout étranger qui quitte l'empire des îles peut en parler savamment. Elle est en contraste accusé avec la franchise et la loyauté des Chinois. »

M. Fritz Kummer nous donne d'intéressants renseignements sur l'exploitation monstrueuse des enfants et des jeunes filles, la malpropreté des villes et des habitations, la prostitution généralisée, l'impudeur des femmes, la police, la tyrannie politique, l'industrie, le socialisme, et, couvrant le tout, l'immense, le grotesque orgueil du peuple japonais.

Nous recommandons ce petit livre à ceux qui s'en sont tenus jusqu'ici aux mensonges pittoresques des littérateurs ou aux graves imbécillités des agrégés de l'Université en mission.

L'Esthétique vivante. I. *Les Barbares contre Racine*. II. *Les Tendances nouvelles de la littérature et la renaissance française*, par JEAN THOGORMA, chaque brochure 1 franc (à la *Renaissance contemporaine*, 41, rue Monge). — M. Jean Thogorma nous annonce « un magnifique printemps ».

Mais il exagère l'influence de la littérature. Ce n'est pas d'elle qu'il faut attendre la reconstruction de « l'Homme qu'on a démoli ». On ne lui demande que de ne pas abêtir et pourrir.

M. Jean Thogorma est jeune, sans doute, et c'est au nom de la jeunesse qu'il manifeste. J'aime son enthousiasme. Je m'associe à ses mépris. Il faut applaudir à tout ce qui élève, il faut condamner tout ce qui avilit, — et d'abord l'ignoble littérature commerciale. Mais si la littérature a pu faire beaucoup de mal, je la crois incapable de réaliser le bien nécessaire et même de relever les ruines morales qu'elle a contribué à accumuler. M. Jean Thogorma nous le montre bien : elle n'aboutit qu'aux divagations de Nietzsche.

Il faut plus : une assise, une foi, — ce qui discipline et ce qui ordonne. Si nous en croyons l'auteur, la jeunesse intellectuelle est toute vibrante de bonne volonté. Elle veut de tout cœur restaurer la vie sociale. C'est très bien de vouloir. Ce n'est pas assez. Quoi qu'en pense M. Jean Thogorma, la volonté ne suffit pas pour le bien. Il faut pouvoir, il faut savoir pour prévoir afin de pourvoir. Et ce n'est pas Nietzsche avec son lyrisme qui peut nous guider; mais Auguste Comte avec sa philosophie. Certes, celui-ci est un Maître qui exige plus. Mais ne pas redouter les Maîtres difficiles est un premier exercice de la volonté. C'est ainsi qu'elle se forme, — non par les mots. Malheureusement, je crains que les mots n'épuisent toute l'énergie dont dispose la jeunesse littéraire.

Positivisme et catholicisme, par L. LABERTHONNIÈRE, 3 fr. 50 (Bloud, éd., 7, place Saint-Sulpice). — Voici un exemple bien curieux de l'inaptitude du théologiste frotté de modernités plus ou moins mystiques (je ne dis pas de modernisme pour ne pas fâcher l'auteur) à entendre congrûment le positivisme.

Je ne puis juger des raisons théologiques qu'on soulève ici contre M. Pedro Descoqs, un digne ecclésiastique qui accepterait volontiers l'alliance du positivisme et du catholicisme; mais je sais bien que les flèches de rhétorique que M. Laber-

thonnière croit lancer vers M. Charles Maurras et son positivisme passent fort loin de celui-ci, et presque toujours à l'opposé, du côté de Nietzsche.

A propos d'un disciple d'Auguste Comte, Jundzill, Maurras écrivit un jour : « On emploierait un langage bien inexact si l'on disait que Dieu lui manquait. Non seulement Dieu ne manquait pas à son esprit, mais son esprit sentait, si l'on peut s'exprimer ainsi, un besoin rigoureux de *manquer de Dieu*; aucune interprétation théologique du monde et de l'homme ne lui était plus supportable. » Là-dessus, M. Laberthonnière demande si l'on peut « imaginer une exclusion de Dieu plus explicite et plus foncière que celle-là ». Évidemment, il n'a rien compris à la pensée de Maurras. Et une telle incompréhension est irrémédiable.

Au nom de son libéralisme, M. Laberthonnière ne veut pas de la liberté spirituelle que les positivistes proposent; au nom de sa foi, il refuse le concours désintéressé que les positivistes peuvent apporter à l'Église menacée. Il préfère la tyrannie jacobine et la persécution maçonnique. Libre à lui. Mais peut-être y a-t-il dans ce théologisme outrancier, poussé jusqu'à l'absurde par le mysticisme individuel, autre chose que de la foi, de l'espérance et de la charité; et d'abord l'orgueil qui fait les hérétiques. S'il peut encore, qu'il soumette sa raison aux faits : il reconnaîtra que, dans sa conduite, l'Église n'a jamais opposé le surnaturel au naturel, Dieu à l'œuvre divine. Si elle a toujours pensé dans l'absolu, elle n'a jamais cessé d'agir dans le relatif. Ce fut là le secret de sa force et de sa grandeur. Elle a condamné les mystiques orgueilleux qui tentèrent de vaines révoltes contre l'ordre que Dieu a donné au monde. C'est pourquoi les positivistes demandent des leçons de politique positive à sa glorieuse histoire. Ils sont des fils respectueux. Ils seront, quand il le faudra, des défenseurs ardents. Et il ne dépend pas de M. Laberthonnière de les en empêcher.

L'Art idéaliste et mystique, par PÉLADAN, 3 fr. 50 (E. San-
sot, éd., 7, rue de l'Éperon). — Ici, en esthétique, Péladan

serait tout à fait sur son terrain, et solidement, s'il n'imaginait pas d'opposer l'art positiviste à l'art idéaliste. Je sais bien, il y a Taine; mais Taine est surtout matérialiste. Il faut le savoir. Parler d'un « positivisme d'État », c'est tout confondre. « L'art consiste toujours en une représentation idéale de ce qu'il est, dit Auguste Comte, destinée à cultiver notre instinct de la perfection. Son domaine est donc aussi étendu que celui de la science. Tous deux embrassant, à leur manière, l'ensemble des réalités, que l'une apprécie et l'autre embellit ».

L'essence de l'œuvre d'art est dans l'impression qu'elle produit, nous dit Péladan. Elle est dans la sympathie qu'elle éveille, dans la grandeur qu'elle suscite, disent les positivistes. Le mysticisme n'est qu'un moyen. Il a été efficace, il ne l'est plus. Surtout, il ne doit plus l'être. C'est sur ce point seulement que nous ne saurions accepter la théorie de la beauté formulée par le fondateur du salon de la Rose-Croix. Mais nous croyons avec lui que « l'art est l'ensemble des moyens réalisateurs de la beauté ».

En dehors de la mysticité, Péladan prodigue aux artistes de nobles préceptes. Il leur montre le mercantilisme qui avilit et la beauté pure qui exalte. A eux de choisir.

Malgré ses erreurs philosophiques, un beau livre.

Les Coffres-forts et le fisc, par CHARLES LESCEUR, 3 fr. 50 (Bloud, éd., 7, place Saint-Sulpice). — Dans un ouvrage précédent, l'auteur nous a dit « pourquoi et comment on fraude le fisc ». Ici, il nous montre que cette fraude doit fatalement s'aggraver et que l'inquisition fiscale, pour la prévenir ou la réprimer, se fera de plus en plus audacieuse, ce qui n'aura pour effet, d'ailleurs, que de généraliser la fraude et de précipiter l'exode des capitaux à l'étranger. Mais il ne tient pas à nos politiciens d'être plus sages. L'anarchie parlementaire ne dure que par la corruption, et il lui faut disposer d'un budget énorme, toujours grossissant. Sur cette pente, on ne saurait s'arrêter avant la banqueroute. Il faut que l'erreur porte toutes ses conséquences.

Alors que les dépôts d'argent en Suisse — en majeure partie français — ont passé de 750 à 1.655 millions en 1909, nos politiciens se disposent à adopter ces mesures vexatoires : « le maire obligé, sous peine d'amende, d'aviser, dès la première heure, le receveur de l'enregistrement de tout décès survenant dans la commune; le receveur de l'enregistrement admis au nombre de ceux qui peuvent requérir l'apposition immédiate des scellés; le juge de paix faisant son entrée dans la maison du mort alors que celui-ci n'est pas encore refroidi, pratiquant des perquisitions dans les meubles pour y rechercher les deniers comptants, les titres, les valeurs de toute espèce, et apposant partout le sceau de la justice; le notaire procédant à l'inventaire; l'embargo mis partout où peuvent se trouver des valeurs héréditaires, notamment sur les coffres-forts pris en location, etc.; le tout dans l'intérêt du fisc et sous la sanction d'amendes de 1.000 à 10.000 francs et d'autres pénalités! » Et M. Lescœur s'écrie : « C'est de la provocation. Les législateurs qui voteraient de telles mesures, pousseraient plus que personne à la désertion des capitaux. » Ils les voteront, et de pires encore. Un ministre d'hier, — et probablement de demain, — M. Ch. Dumont, n'a-t-il pas dit déjà : « Ce qu'il faudrait, c'est que le juge de paix pût, dès que le moribond cesse de pouvoir effectivement surveiller ses biens, découvrir, compter et décrire les sommes et titres délaissés » ? L'espèce parlementaire est ainsi, et il faut s'y résigner, — ou en appeler à la police pour la chasser.

G. DEHERME.

Concordantia ad quatuor libros latine scriptos de Imitatione Christi... quam elaboravit... Rayner Storr : H. Frowde; Oxford University Press, London, New-York et Toronto.

— Les invraisemblances sont souvent vraies. Le livre qui, après les Évangiles, fut au monde le plus lu, *l'Imitation*, n'avait pas à ce jour trouvé un cœur baigné de sa grâce qui nous donnât la *Concordance* de sa prose mélodieuse. Nous

sommes fiers ici, très fiers, que cette œuvre de modestie et de patience soit le don d'une âme positiviste.

Avec Comte et bien des érudits, M. Rayner Storr attribue à Thomas à Kempis la paternité du poème mystique; assez discutable est le fait, mais il n'est point à examiner ici : *noli inquirere nec disputare de meritis sanctorum*, recommande l'*Imitation*.

Les éditions ordinaires présentent leur version dans l'ordre originel. La version de la *Concordance* est celle du manuscrit découvert en 1441, telle que l'a revue (1891) le docteur Hirsche. M. Storr l'offre et reproduit le texte dans l'ordre alphabétique de chacun des mots, mais en complétant intelligiblement la phrase dont le mot fait partie. En bout de ligne, une référence indique le verset d'où la sentence ainsi clarifiée se détache.

Par cette disposition verbale, la *Concordance* n'éveille pas seulement l'édification à laquelle la concision redoublée donne une force nouvelle, elle permet en surcroît l'étude minutieuse de cette belle langue de l'Église, si calomniée des latinistes classiques, et pourtant bien supérieure, par son caractère analytique, au parler sénatorial. Il est une secrète affinité entre le saint — l'âme saine — et le vrai savant.

Les dignitaires de l'Église ont accueilli avec déférence, jugé avec estime le livre de M. Storr. Pie X le garde, paraît-il, à son chevet; le cardinal Merry del Val, en son nom et au nom de S. S., le général des Jésuites, le général des Dominicains, le président du Collège de Saint-Anselme, témoignent à l'auteur de leur communion en l'amour du grand mystique.

L'Église serait ingrate si elle ne voulait apprécier la gratitude profonde — sérieuse et intime — envers elle de la religion de l'Humanité. Le positivisme, relatif en sa réalité, sympathique en ses desseins, ne se présente pas à ses précurseurs en adversaire, mais en continuateur de la perpétuité religieuse.

Croyants et mécréants qui, suivant la belle expression chinoise, « cultivent leur âme » joindront quelquefois, dans leur reconnaissante méditation, le souvenir de la *Concordance*, souvent consultée, à la récitation quotidienne de l'*Imitation*.

Femme et poète : Elisabeth Browning, par Mme W. NICATI, 3 fr. 50 (Perrin, éd., 35, quai des Grands-Augustins). — Biographie d'une femme par une femme : elle voudrait une femme pour critique. La nature féminine a sa logique affectueuse que ne sait assez pénétrer notre raison sèche.

Cette *Vie* d'un poète est trop objective : les détails de l'existence visible ont l'intérêt restreint d'un cadre ajusté à la scène du tableau. Nous leur préférons cette tragédie intime que vit obscurément une âme en développement : ici, tragédie poignante, quand la petite-fille d'un négrier de la Jamaïque devient l'ange libérateur des enfants sacrifiés sans remords au Moloch industriel de l'Angleterre triomphante.

Et par quel essor aussi, cette malheureuse Elisabeth, ruinée et infirme, élève-t-elle son lyrique *Cantique d'amour* ?

Mme Nicati omet de nous révéler ces secrets.

Néanmoins, nous lui saurons gré de faciliter aux Français l'interprétation de l'œuvre, — musicale, dirai-je, — de la douce poétesse, femme d'un grand poète. Verser en prose des poèmes harmonieux est la plus ingrate des tâches. Mme Nicati nous comble, en rapportant en vers français empruntés à une autre femme, Mme Jacottet, les élans les plus pathétiques de la poétesse compatissante ; nous lui savons gré de cette charitable attention, et nous en profitons :

Entendez-vous pleurer ces enfants, ô mes frères,
Eux si peu mûrs pour les douleurs ?
Ils vont poser leurs fronts sur le sein de leurs mères
Impuissantes devant leurs pleurs.
Le jeune agneau bêle dans l'herbe haute,
Le jeune oiseau gazouille dans son nid,
Le jeune faon, dans les bois, joue et saute,
La jeune fleur s'ouvre et s'épanouit.
Mais ces jeunes enfants, ils pleurent, ô mes frères,
Et tant d'heureux sont à côté !
Ils pleurent, et combien leurs larmes sont amères
Dans la terre de liberté.

Aux enfants, de fatigue défailants, la perspective d'une vie

longue est une peine suprême. Voilà l'horreur dantesque dépassée: l'espoir s'est fait châtement.

La vieille terre est, disent-ils, bien rude,
Nos jeunes pieds sont débiles, hélas!
A peine en marche, et pleins de lassitude,
Quand notre tombe est encor tout là-bas.
Demandez aux vieillards la cause de leurs larmes,
Ils ont la terre du dehors;
Ici nous gémissons, en proie à mille alarmes;
Eux, du moins, seront bientôt morts.

Dans la mine, ni oiseaux, ni fleurs : des roues bourdonnantes ou grinçantes, des galeries sombres. Les champs de là-haut rayonnent de joies pour « les grands ».

Notre Père qui êtes aux cieux, entendez-vous, *de profundis*, les petits enfants ?

« Oh ! ces larmes des petits, clame la poétesse, négation de ce que prêchent les grands... »

Mais, ô riches, leur sang jaillit et vous inonde,
Sous vos pas, voyez comme il sort,
Riches, leur voix d'enfant vous maudit, plus profonde
Que le courroux de l'homme fort.

« Les grands » finirent par entendre sur les lèvres gémissantes d'une femme le *Cri des enfants*; et la providence publique atténua les désespoirs d'en-bas...

Les poètes sont les prophètes de l'Humanité en devenir; et deux fois poètes sont les femmes dont le cœur vibre en leurs chants!

Quels regrets nous laisse Mme Nicati, oublieuse des leçons de George Eliot, et qui se refuse à extraire pour nous du cœur de Mme Browning, le meilleur sang des affections ardentes !

ELOI PÉPIN.

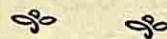
Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

12-12-11. — TOURS, IMPRIMERIE E. ARRAULT ET C^{ie}.

POUR NOUS AIDER



Nous n'ouvrons pas de souscription; mais on nous aidera efficacement en nous recrutant de nouveaux lecteurs, en abonnant des bibliothèques publiques, syndicats, universités populaires, coopératives, cercles, etc., en nous indiquant des libraires dépositaires pour la vente au numéro, en nous signalant les libraires des gares de chemins de fer et du Métropolitain qui ne tiennent pas encore *la Coopération des Idées*, en nous faisant parvenir les adresses des personnes à qui nous pouvons envoyer un numéro spécimen.



Les dépenses considérables qu'entraînent l'impression et l'expédition d'une publication comme celle-ci nous obligent à **supprimer désormais tout service gratuit**. Les personnes qui, jusqu'ici, ont reçu *la Coopération des Idées* dans ces conditions ainsi que celles à qui nous envoyons ce numéro devront donc, si elles désirent recevoir les numéros suivants, nous faire parvenir le montant de leur abonnement, soit **6 francs**.

La **COOPÉRATION DES IDÉES** est en vente dans les principales
gares de France et du Métropolitain de Paris.

A ROUEN, *Librairie Centrale*, 26, rue des Carmes.

A CHARTRES, *Librairie Lester*, place des Halles.

A ROANNE, *Librairie Boissy et Lauxerrois*, rue du Lycée.

A PARIS, *Librairie P. V. Stock*, 155, rue Saint-Honoré.

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'Union Coopérative des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Étranger. — L'Union Coopérative doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.
Étranger, 6 fr.

Les abonnements sont reçus : 1, rue Christine, PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

Tél. 101-50

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

Tél. 101-50

Directeur : A. GALLOIS

RÉPERTOIRE PARLEMENTAIRE

Relevé des Votes des Députés et Sénateurs et Nomenclature de leurs Travaux
D'après le Journal Officiel de la République française

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour

La Coopération des Idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE (17^e année)

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

Directeur : G. DEHERME

ABONNEMENT ANNUEL : { **6** francs pour la France,
10 francs pour l'Étranger.

Le N^o : 0 fr. 50. — Spécimen gratuit sur demande.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 6, Boulevard de la Madeleine, Paris

L'œuvre d'éducation sociale est d'une nécessité urgente. Jamais les esprits n'ont été aussi confus, affolés d'indécision, aigris d'un sectarisme sans foi. Malgré tant de présomptions et d'outrecuidances, jamais les Français ne furent plus ignorants de la vie sociale.

C'est donc à reconstituer socialement les institutions, les idées et les sentiments que s'efforce *la Coopération des Idées*. Dans toutes les graves conjonctures d'une existence privée et d'une existence publique de plus en plus trépidantes et incertaines de leurs fins comme de leurs moyens, elle veut être une lumière qui guide l'esprit et

un foyer qui réchauffe l'âme. Elle n'est donc ni sectaire ni pédante. Elle est vivante. Elle est résolument contre toutes les anarchies : celles du dedans — du cœur et de l'esprit — comme celles du dehors, celles d'en bas comme celles d'en haut. Elle ne compose pas avec les mensonges du monde et les vilénies du régime.

Sans doute, la difficulté est grande de se faire entendre dans la Babel électorale et démagogique qu'est devenue la France : *la Coopération des Idées* tâche à la surmonter par la précision, la clarté et la méthode. Et aussi l'autorité. Aucun article publié dans cette revue n'est payé. Il faut que ses lecteurs le sachent bien : *la Coopération des Idées* ne fait point commerce de divertissements plus ou moins élégants, elle ne tient pas boutique d'idées, d'émotions ou de mots. Elle veut enseigner, diriger, exercer une influence sur les cœurs et les esprits, et toute vénalité trouble, asservit et avilit la pensée. Pour prétendre à conseiller, consacrer et régler les puissances temporelles, il faut d'abord n'en pas solliciter des bénéfiques.

La Coopération des Idées tient bien moins à la foule des abonnés, à être lue de beaucoup qu'à être comprise d'une élite agissante. Elle n'est pas prostituée à une populace qui veut qu'on la flatte ou l'amuse pour son argent, elle est au service de la société française menacée de périr.

Des articles de fond étudient les questions les plus pressantes du moment et de toujours. De l'actualité sociale, on tire des leçons qui montrent l'aptitude du positivisme à résoudre nos plus troublants problèmes. Mais *la Coopération des Idées* ne s'absorbera jamais dans la

vaine recherche de la vérité absolue, elle se bornera à mettre en lumière les vérités réconfortantes et fécondes, celles qui conviennent en un temps troublé à un peuple désarmé, à une société en pleine décomposition. Elle vise non au sublime quintessencié mais au simple bon sens, non à la parfaite justice mais à l'ordre possible, non à étonner mais à servir, non aux applaudissements provisoires que provoque l'éloquence des phrases mais à la sympathie durable qu'éveille l'âme qui se donne.

La collection de la Coopération des Idées constitue une encyclopédie sociale documentée et vivante qui a sa place marquée dans toutes les bonnes bibliothèques. Les 24 numéros annuels forment un total de 1.920 pages de texte en deux volumes in-8° carré. Le prix de l'abonnement est aussi réduit qu'il est possible : 6 francs par an pour la France et les colonies, 10 francs pour l'Étranger.

Un numéro spécimen est envoyé à toute personne qui en fait directement la demande ou dont l'adresse nous est transmise.

Nous serons reconnaissants à qui nous fera parvenir des listes d'adresses de personnes susceptibles de s'intéresser à un effort de reconstitution sociale.

OUVRAGES de M. Georges DEHERME

en vente à " la Coopération des Idées "

Croître ou Disparaître, un volume in-16 de 280 pages. 3 fr. 50

(PERRIN et C^{ie}, Éditeurs, 35, quai des Grands-Augustins.)

La Crise sociale, 3^e édition, un volume in-16 de 375 pages. 3 fr. 50

(BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, rue Saint-Sulpice.)

Auguste Comte et son œuvre. — *Le Positivisme*, un volume in-16 de 128 pages, avec deux portraits hors texte. 2 fr. 50

(GIARD et BRIÈRE, Éditeurs, 16, rue Soufflot.)

L'Afrique occidentale française. — *Action politique. Action économique. Action sociale.* — Ouvrage couronné par l'Académie française et par la Société antiesclavagiste de France. Un volume in-8 de 528 pages. 6 fr.

(BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, place Saint-Sulpice.)

La Démocratie vivante, un volume in-8 de 402 pages. 4 fr. 50

(BERNARD GRASSET, Éditeur, 61, rue des Saints-Pères.)
